



LDL

Ligue des
droits et libertés

60 ANS
droits en mouvements

Rapport d'activités 2023-2024

Période couverte
1er avril 2023 au 31 mars 2024

Adopté par l'Assemblée générale annuelle du 22 mai 2024

Table des matières

2 MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

5 À PROPOS DE LA LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

- Mission
- Champs d'action

7 RÉALISATION DES PRIORITÉS 2023-2024

- Du 60^e anniversaire de la LDL au 75^e anniversaire de la DUDH
- Racisme systémique, exclusion sociale et laïcité de l'État
- Police et mécanismes de surveillance des pratiques policières
- Liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique
- Enjeux carcéraux et droits des personnes en détention
- Droit à la santé
- Environnement et droits humains
- Droits des peuples autochtones
- Surveillance des populations, intelligence artificielle et droits humains
- Droits des personnes migrantes

18 DÉVELOPPEMENT DE LA LDL

- Consolidation de la santé financière de la LDL
- Campagnes d'adhésion, de renouvellement et de financement
- Rayonnement de la LDL dans l'espace public et médiatique
- Promotion des droits

22 COALITIONS OU REGROUPEMENTS

- Action communautaire autonome et défense collective des droits
- Coalition d'action et de surveillance sur l'incarcération des femmes au Québec
- Solidarité avec le peuple palestinien, BDS-Qc, Coalition Québec URGENCE Palestine et autres actions.
- Coalition Riposte au Plan santé
- Coalition de surveillance internationale des libertés civiles
- Collectif Échec à la guerre
- Fédération internationale pour les droits humains
- Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux
- Front commun pour la transition énergétique
- Observatoire des profilages
- Regroupement des médias critiques de gauche
- Table de concertation des organismes de défense de droits – volet *Charte*

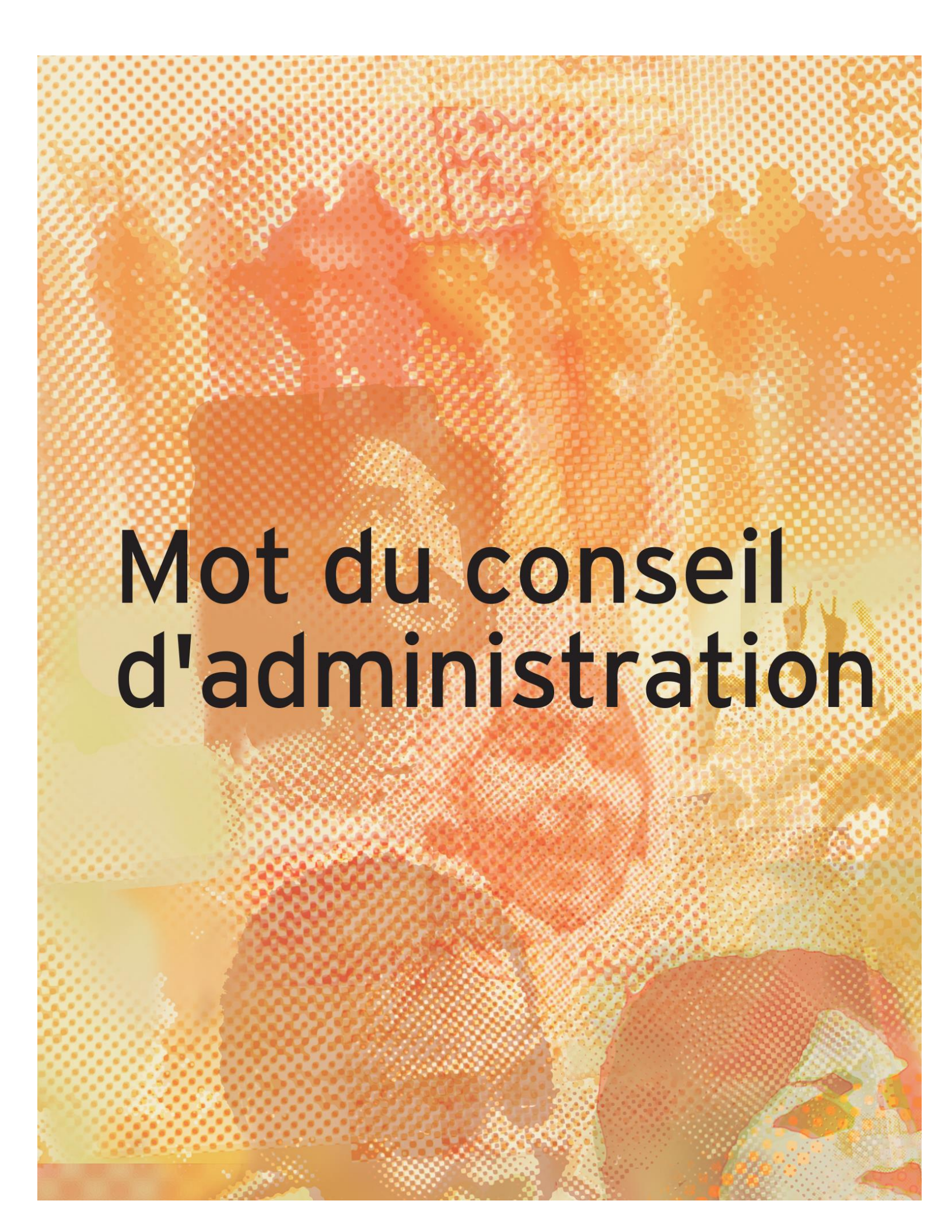
28 VIE ASSOCIATIVE

- Conseil d'administration et conseil exécutif
- Militants et militantes
- Permanence
- Instances
- Conseil exécutif
- Conseil d'administration
- Équipe de la permanence
- Comités de travail

33 LDL - SECTION DE QUÉBEC RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023-2024

35 ANNEXE 1

Liste des communiqués, interventions politiques et juridiques, publications, représentations et événements

The background is a complex, abstract composition. It features a dense pattern of small, light-colored dots (halftone) overlaid with larger, irregular, organic shapes in shades of orange, red, and yellow. The overall effect is a textured, layered appearance with a warm, vibrant color palette.

Mot du conseil d'administration

La Ligue des droits et libertés : en cohérence et en continuité pour les droits humains!

Mot de la présidente Alexandra Pierre

Cette année, le mot d'introduction au Rapport d'activités aura une touche plus personnelle puisque cela a fait un peu plus que dix ans que je milite à la Ligue des droits et libertés (LDL). En 2013, lorsque la coordonnatrice de l'époque, Nicole Fillion, m'a invitée à poser ma candidature au conseil d'administration de la LDL, je travaillais auprès des aides familiales, ces femmes migrantes qui prennent soin de nos proches dans des conditions très précaires. Leurs conditions de migration ainsi que le fait d'être des femmes mettaient à mal leurs droits humains, illustrant aussi parfaitement l'importance du concept d'interdépendance des droits. Comme sur bien d'autres dossiers, j'étais déjà impressionnée par la rigueur du travail de la LDL, par son cadre d'analyse clair et centré sur les droits humains, par sa non-partisanerie et son esprit critique.

En 2013-2014, le contexte était évidemment différent de celui d'aujourd'hui. On assistait à des débats autour d'un projet de Charte des valeurs québécoises, qui heureusement n'a pas vu le jour, mais a nu durablement au climat social... La soi-disant *guerre au terrorisme* durait depuis plus de dix ans, avec toute l'islamophobie et le déni de droits que cela impliquait. On était aussi au lendemain du Printemps érable où le droit de manifester continuait d'être mis à mal.

Les mobilisations autochtones de *Idle No More* et pour une commission d'enquête pour faire la lumière sur les femmes disparues s'engageaient, tout comme émergeait le mouvement *Black Lives Matter*, déclenché par la mort de Michael Brown. Le néolibéralisme accélérait sa marche, notamment avec le tournant austéritaire du gouvernement du Québec, avec pour conséquence la détérioration des services publics, en même temps qu'il mettait en branle une énième réforme de la santé.

Malgré le passage du temps, plusieurs de ces enjeux restent encore d'actualité. Les droits des travailleuses étrangères temporaires et des personnes demandeuses d'asile sont toujours bafoués et ces personnes font maintenant office de boucs émissaires à la crise du logement. On nous annonce une autre réforme du système de santé, le Plan santé, qui accroît

le nombre d'acteurs privés dans les soins de santé et les services sociaux, sans mécanismes efficaces de reddition de comptes et sans réel plan pour la santé publique.

Le gouvernement peine à trouver des solutions concrètes au racisme systémique que subissent les personnes autochtones, notamment dans le système de santé et de services sociaux. Les interpellations policières, qui touchent de manière disproportionnée les groupes racisés, existent toujours même si leur caractère discriminatoire a été maintes fois prouvé; on essaie même d'émettre des directives pour maintenir cette pratique malgré les pressions.

La pandémie est passée par là, nous rappelant violemment l'urgence de s'attaquer aux crises environnementales et l'importance des services publics. Et ce bref portrait ne reprend pas par exemple la guerre interminable à Gaza ni le *nouvel* enjeu des droits des personnes issues de la diversité de genre.

Bref, il reste du travail à faire pour des organismes comme la LDL. Les festivités du 60^e de la LDL et autour du 75^e anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* (sic) montrent à quel point le régime des droits humains est indispensable pour arriver à une société plus juste. Concrètement, cela signifie que, pour la prochaine année, la LDL continuera à intervenir sur les questions relatives à l'environnement, aux migrations et à la santé entre autres. Elle continuera aussi à renforcer sa vie associative.

C'est donc une LDL crédible, forte de militant-e-s investi-e-s, de réseaux solides et d'une équipe engagée, qui s'attaque aux défis de la prochaine décennie, contre la banalisation des droits humains et pour la dignité pour tous et toutes.

Pour ma part, 2024 va marquer la fin de mon 2^e mandat à la présidence et de mon implication dans le conseil d'administration, mais certainement pas de mon engagement comme militante des droits humains.

Longue vie à la Ligue !

Mot du conseil d'administration

Grâce à aux énergies des militant-es, la Ligue des droits et libertés a pu encore cette année mener à bien bon nombre d'activités dont nous pouvons être fiers-ères collectivement ! La LDL a su saisir son propre anniversaire ainsi que celui de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) comme occasion de commémorer les luttes essentielles menées au cours des dernières décennies en faveur des droits et surtout pour rappeler à l'État ses responsabilités à l'égard des conditions de leur pleine réalisation dans notre société.

Le CA de la LDL est forcé de constater combien le climat social et politique contemporain est loin d'être favorable aux droits humains, et que des reculs à ce qu'on pouvait penser acquis menacent de toute part, ce qui exige une mobilisation sans relâche de la société civile. La LDL a été, est et sera de ces luttes à mener en solidarité; ses réseaux d'allié-e-es sont d'autant plus importants.

L'année 2023-2024 s'est révélée sous le signe de la stabilité en quelque sorte. Notons la fin des bouleversements de la pandémie sur la planification du travail quotidien; une équipe de la permanence bien en place et qui abat une somme de travail impressionnante; la vie associative forte et riche de ses nombreux militant-e-s. Pourtant, les défis demeurent nombreux, et le CA a jugé que le moment se prêtait bien à des réflexions plus approfondies sur les rôles actuels et futurs de la LDL ainsi que sur les processus démocratiques internes.

Ainsi, le CA a préparé un premier *Rendez-vous militant* qui a eu lieu le 20 avril 2024, rassemblant plusieurs dizaines de membres actifs. L'ambiance était joyeuse, même si les discussions étaient sérieuses : les militant-e-s ont à cœur la Ligue et un plaisir véritable à être rassemblé-e-s. Au cours de 2024-2025, un comité travaillera à donner suite à ces discussions pour renforcer nos rôles politiques ainsi que nos pratiques militantes quotidiennes.

Enfin, il importe de formuler un remerciement sincère et chaleureux à toutes les personnes qui sont activement impliquées à la LDL, ainsi qu'à tous les membres individuels et organisationnels qui ajoutent le poids de leur soutien à la défense des droits. Sans vous, il serait impossible de mettre de l'avant notre projet de société fondé sur les droits humains.

Les membres du Conseil d'administration

The background features a collage of halftone patterns in various shades of orange and yellow. A large, semi-transparent silhouette of a person is visible in the upper right quadrant. In the lower left, there are faint, overlapping images of what appear to be protest signs or documents, one of which has the word 'MEDIAN' visible.

À propos de la Ligue des droits et libertés

Mission

Fondée en 1963, la LDL est un organisme indépendant et non partisan dont la mission est de faire connaître, défendre et promouvoir l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance des droits reconnus dans la *Charte internationale des droits de l'homme*. La LDL est affiliée à la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH).

Depuis plus de 60 ans, ses actions visent l'ensemble de la population, de même que certains groupes en situation de vulnérabilité : personnes réfugiées et immigrantes, personnes autochtones, personnes en situation de handicap, personnes incarcérées, personnes racisées, etc.

La LDL protège les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et marque de son empreinte l'évolution de la société québécoise. Tant sur la scène nationale qu'internationale, la LDL prend position et intervient auprès des instances gouvernementales ou autres pour dénoncer des situations de violation de droits humains. Elle mène des activités d'information, de formation et de sensibilisation visant à faire connaître le plus largement possible les enjeux de droits humains pouvant se rapporter à l'ensemble des aspects de la vie en société.

Champs d'action

Le plan d'action 2023-2024, tant via le travail des membres de la permanence que par l'implication active des membres militant-e-s, plaçait les dossiers suivants au cœur des activités de la LDL :

- Assurer la valorisation des droits humains et le rayonnement des luttes pour les droits et libertés au Québec à travers la programmation du 60^e anniversaire de la LDL et du 75^e anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* (DUDH);
- Racisme systémique, exclusion sociale et laïcité de l'État ;
- Police et mécanismes de surveillance des pratiques policières ;
- Liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique ;
- Droits des personnes en détention et enjeux carcéraux ;
- Droit à la santé ;
- Droits des peuples autochtones ;
- Environnement et droits humains ;
- Surveillance des populations, intelligence artificielle et droits humains ;
- Migration et droits des personnes réfugiées, sans statut ou à statut précaire ;
- Droit à l'information.



Réalisation des priorités 2023-2024

Du 60^e anniversaire de la LDL au 75^e de la DUDH

La LDL a célébré ses 60 ans le 29 mai 2023. Grâce aux efforts du comité 60^e et de la permanence, la programmation de ces célébrations, lancée en septembre 2022, s'est poursuivie et a également été rendue disponible sur le site Web de la LDL : <https://liguedesdroits.ca/60ans>. En plus, certaines activités ont également permis de souligner le 75^e anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* (DUDH), le 10 décembre 2023.

Exposition *Droits en mouvement* - Écomusée du fier monde

Le comité 60^e anniversaire a travaillé d'arrache-pied pendant plusieurs mois à la préparation d'une exposition qui s'est tenue à l'Écomusée du fier monde du 29 mai au 3 septembre 2023, cela notamment grâce aux archives de la LDL constituées en Fonds au Service des archives et de gestion des documents de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

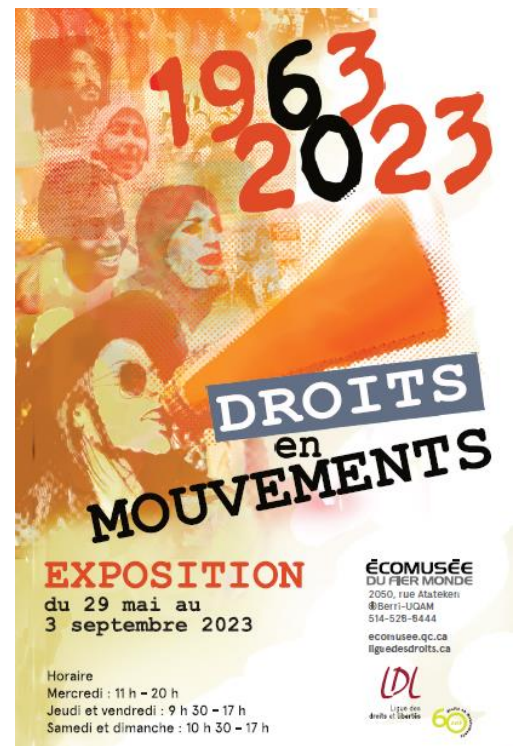
Plusieurs dossiers de luttes que la LDL a portés au cours des six dernières décennies ont été présentés, allant de la *Charte des droits et libertés de la personne* à la création du poste de Protecteur du citoyen, en passant par les droits des personnes en détention, la liberté d'expression et les interventions de la LDL auprès d'instances internationales ou sur des violations de droits humains. L'exposition a été bonifiée par des parcours urbains, visites commentées et dynamiques, permettant d'explorer en autobus les lieux de luttes du sud-ouest et de l'est de la ville de Montréal.

Exposition itinérante *Droits en mouvements*

Élaborée à partir du contenu et du matériel rassemblés pour l'exposition *Droits en mouvements* présentée à l'Écomusée du fier monde, l'exposition itinérante retrace quelques-unes des grandes luttes pour la défense des droits humains qui ont marqué l'histoire du Québec depuis trois quarts de siècle. Cette exposition itinérante est offerte en deux versions, *physique* et *autoportante*.

L'exposition dite *physique* est composée de panneaux cartonnés avec vignettes, légendes et cartels, et présente plusieurs documents d'archives inédits (iconographiques et audiovisuels) provenant des fonds de la LDL et d'autres organismes communautaires et de défense collective des droits. Plus volumineuse et plus complexe à transporter, elle propose aux visiteurs une expérience plus immersive et un contact plus intime avec les archives. La version *autoportante* est réalisée sur des structures modulaires avec des bannières déroulantes pouvant être transportées et (dé)montées plus facilement. Elle est composée de 12 bannières thématiques construites à partir des textes et images d'archives tirés de l'exposition physique. Elle comporte en outre des liens vers des pages Web (codes QR) donnant accès à des ressources complémentaires : capsules-vidéos, images d'archives, articles de journaux, textes informatifs provenant d'encyclopédies et de la revue *Droits et libertés*.

L'exposition s'est déplacée à la Commission de droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ) à l'occasion du 10 décembre 2023 et quelques jours plus tard au Collège André Grasset. En février 2024, elle a été reçue à l'UQAM. En mars, ce sont la Faculté de droit de l'Université de Montréal et le Collège Ahuntsic qui ont accueilli l'exposition. La LDL se réjouit de pouvoir rejoindre de nouveaux publics, notamment étudiants, avec un médium si riche et visuellement attractif.



Un numéro spécial de la revue *Droits et libertés* est paru en mai 2023, en lien avec le projet d'exposition. Le comité de rédaction a planché sur la conception du numéro et a travaillé à réunir tant des textes synthèse, survolant l'historique du travail de la LDL, que des textes prospectifs, tournés vers l'avenir, portant sur différentes luttes que la LDL a abordées au cours de ses 60 années d'existence. Des démarches auprès d'artistes pour illustrer la page couverture de la revue ont mené au choix de l'artiste visuel Alain Reno, qui a déjà collaboré avec la LDL dans les années 1990 pour des illustrations de la revue notamment.

Événements

Dans la foulée du 60^e anniversaire de la LDL et du 75^e de la DUDH, quelques événements ont été organisés en cours d'année, dont l'objectif était de créer des occasions de présentation et de diffusion de ses analyses et d'offrir un espace pour entendre des organisations et personnes militantes à propos de divers enjeux de droits humains. Les événements du 60^e ont également permis de rejoindre de nombreuses nouvelles personnes et de leur proposer un contenu de qualité sans oublier l'offre d'adhérer à la LDL comme membre.

Ainsi, la LDL a organisé deux conférences, l'une le 19 juin 2023, *Les droits humains, un projet de société* et l'autre le 31 août 2023 *Déclarer des droits, pour quoi faire?* Ces deux conférences, tenues à l'Écomusée du fier monde dans le cadre de l'exposition, sont disponibles sur le site Web et la chaîne YouTube de la LDL.



Puis, le 10 décembre 2023, la LDL a eu le plaisir de souligner le 75^e anniversaire de la DUDH, jalon historique majeur de la lutte pour la liberté, l'égalité, justice et la dignité humaine. Dans un après-midi de réflexions, plusieurs intervenant-e-s ont pris la parole pour entretenir les personnes présentes à l'Auditorium de la Grande Bibliothèque et en ligne sur les principes fondateurs de la DUDH. Il s'agissait d'aborder son influence sur le développement des droits humains au cours des décennies suivantes; les débats qu'elle a suscités depuis son adoption et sur les contrecoups et obstacles subis par les droits humains à notre époque; la pertinence de l'attirail des droits humains pour les divers mouvements sociaux et sur les défis qui s'annoncent dans l'avenir. Les trois panélistes réunies ont alimenté des réflexions fondamentales, accompagnées par la musique de Natasha Kanapé-Fontaine et de son musicien qui sont venus faire une performance inoubliable pour l'occasion.



Finalement, toujours à l'occasion du 75^e anniversaire de la DUDH, la LDL, en partenariat avec l'Office national du film du Canada (ONF), a présenté *Les droits humains à l'affiche*, une série de cinq projections de documentaires axés sur l'histoire des luttes pour les droits humains au Québec. Les documentaires choisis, tournés entre 1969 et 2023, rendent compte d'un moment fort du combat pour la défense de ces droits, qu'il s'agisse des droits des Autochtones, des femmes, des personnes migrantes, des victimes de censure ou de brutalité policière. Les deux premières projections, suivies de discussions avec des panélistes, ont eu lieu le 5 et 27 mars 2024 et avaient pour thème *Droits des femmes, un combat inachevé* et *Police et profilage, à quand la fin de l'impunité?*. Trois autres séances sont à venir en avril et mai 2024.

Commandites et soutien

La LDL souhaitait certes souligner son 60^e anniversaire avec panache, mais souhaitait également que l'ensemble des activités ayant lieu pour l'occasion soit autofinancé, évitant d'entamer le budget régulier de l'organisme. Différentes démarches ont permis de récolter les sommes nécessaires et

d'obtenir du soutien logistique et des partenariats qui ont largement contribué à rendre possible cette extraordinaire programmation.

La LDL remercie à cet effet les organisations suivantes : Centre d'histoire des régulations sociales (CHRS); Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises (CRIEM); Confédération des syndicats nationaux (CSN); Daniel Weinstock, Katharine A. Pearson, Chair in Civil Society and Public Policy in the Faculties of Law and of Art, McGill University; Desjardins, Caisse d'économie solidaire; Faculté des arts et des sciences de l'Université Concordia - Institut Simone de Beauvoir; Faculté de science politique et de droit de l'Université du Québec à Montréal; Fédération autonome de l'enseignement (FAE); Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ); Fondation Léo-Cormier; Fondation Lucie et André Chagnon; Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC); Fonds au Service des archives et de gestion des documents de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ; Groupe d'histoire de Montréal; Inter Pares; Observatoire des profilages; Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).

Racisme systémique, exclusion sociale et laïcité de l'État

Des militantes du comité poursuivent l'offre de deux ateliers *Le racisme systémique... parlons-en!* ainsi que *Le racisme systémique... parlons-en! Volet 2 - Comment être un-e allié-e?* à plusieurs organisations qui en font la demande.

Considérant la conjoncture actuelle et future sur les enjeux migratoires, le comité a discuté en cours d'année de la possibilité d'intégrer les enjeux des droits des personnes migrantes au sein du comité ou de proposer la création d'un nouveau comité dédié à ces enjeux. Il a été jugé bénéfique de former un comité de travail distinct. Une proposition en ce sens a été formulée au conseil d'administration et un nouveau comité a été créé au début de l'année 2024.

Les discussions se sont poursuivies cette année sur la question du nationalisme identitaire et de la nécessité que la LDL développe une analyse à cet égard. Le comité a présenté ses réflexions au conseil d'administration en décembre 2023 et travaillera au cours de l'année prochaine à développer un outil de sensibilisation et d'éducation aux droits. L'approche de la LDL consistera à expliquer comment les projets de loi et politiques publiques ancrées dans le nationalisme identitaire substituent la notion arbitraire et fluctuante de *valeurs* à celle des droits humains et créent une division entre un *Nous* et un *Eux* qui banalisent de graves atteintes aux droits des minorités.

À l'approche du 5^e anniversaire d'entrée en vigueur de la *Loi sur la laïcité de l'État* (Loi 21), que la LDL dénonce sans équivoque depuis 2019 en raison de ses conséquences discriminatoires sur certains groupes de personnes, le comité et la LDL surveillent le renouvellement du recours à la clause dérogatoire de la *Charte canadienne*. Contrairement à la clause dérogatoire de la *Charte québécoise* qui n'exige aucun renouvellement, celle de la *Charte canadienne* requiert de débattre à nouveau pour renouveler la dérogation ou pour cesser les dérogations aux droits et libertés.

Police et mécanismes de surveillance des pratiques policières

Le 4 avril 2023, la LDL a présenté son mémoire sur le projet de loi 14 (PL 14), *Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues*, lors des consultations particulières et auditions publiques de la Commission des institutions de l'Assemblée nationale. La LDL a abordé les enjeux suivants : le système de déontologie policière, le profilage racial et social, les interpellations policières et les interceptions routières sans motif, le Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le système correctionnel. Des reculs importants à notre capacité collective de rendre les institutions policières imputables ont été introduits par l'adoption du projet de loi 14, le 3 octobre 2023, faisant fi des commentaires de la LDL et d'autres organisations de la société civile. La LDL a travaillé d'arrache-pied pour mettre en lumière ces nouveaux bâtons dans les roues dans les luttes contre l'impunité policière et les violations de droits.

Déontologie policière

La LDL s'est opposée aux modifications législatives du PL 14 qui introduisaient un recul historique du régime de déontologie policière au Québec, c'est-à-dire la limitation du droit jusqu'alors universel de porter plainte auprès du Commissaire à la déontologie policière par la création un système à deux vitesses, l'un de plainte, l'autre de *signalement*. Un tel changement équivaut concrètement à retirer aux *plaignants tiers* le droit de déposer une plainte officielle ainsi que le droit de demander la révision d'une décision du Commissaire de fermer le dossier après enquête. Un *plaignant tiers* est une personne qui n'est pas présente sur les lieux d'une intervention policière ou directement visée par un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.

Pour renforcer l'accessibilité du régime de déontologie policière, la LDL a également fait valoir que le processus de conciliation devait être entièrement volontaire pour toute personne qui porte plainte, sans exception. Pour favoriser l'accès à la justice, la LDL a aussi signalé que le délai de prescription pour porter plainte devait être de trois ans au lieu d'un an.

Bureau des enquêtes indépendantes et décès lors d'interventions policières

La LDL s'est opposée aux modifications législatives du PL 14 qui donnent au directeur du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) le pouvoir discrétionnaire de mettre fin à une enquête sans avoir à la compléter. L'octroi d'un tel pouvoir va dans la direction opposée de la réforme en profondeur que le législateur devrait plutôt entreprendre. La LDL a vivement déploré qu'aucune réforme du BEI ne soit prévue afin qu'il devienne un organisme indépendant, impartial et transparent, capable de susciter la confiance de la population et des proches des victimes.

Le 19 juin 2023, la LDL a participé à une conférence de presse en appui à la famille de Koray Kevin Celik qui demande au ministre de la Justice, Simon Jolin-Barrette, de créer un comité indépendant chargé de réexaminer l'entièreté de la preuve à la suite de la décision du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), en 2019, de ne porter pas des accusations criminelles contre les policiers impliqués dans la mort de monsieur Celik le 6 mars 2017. La LDL soutient l'analyse de la famille à l'effet que l'enquête du BEI ayant mené à la décision du DPCP était biaisée, notamment à la lumière de la publication par le BEI d'un communiqué ne retenant que la version des policiers et occultant complètement celle des parents, pourtant témoins directs de l'intervention.

Profilages racial et social et pratique des interpellations policières

La LDL a poursuivi ses actions dans le cadre de la campagne contre les interpellations policières (*street checks*) lancée en février 2023. Plusieurs ateliers ont été offerts à des organisations. Lors des consultations sur le PL 14, la LDL a demandé que cette pratique soit interdite, une revendication soutenue par 95 organisations de la société civile. Les interpellations sont des contrôles d'identité arbitraires qui portent atteinte aux droits et libertés et sont une source de profilages racial et social. De plus, les interpellations ne font pas partie des pouvoirs octroyés par la loi et la *common law* aux policiers au Québec. Lors de ses interventions, la LDL a dénoncé le discours policier et politique dominant qui crée une fausse opposition entre le respect des droits humains et le besoin d'assurer la sécurité publique.

À la suite de l'adoption du PL 14, la LDL a déploré le fait que les modifications législatives adoptées ne prévoient aucun progrès significatif dans la lutte aux profilages racial et social. La mobilisation s'est poursuivie ensuite autour d'une ligne directrice sur les interpellations et les interceptions routières sans motif que le ministre de la Sécurité publique, François Bonnardel, a publiée en décembre 2023. Avant sa publication, la LDL a fait parvenir au ministre une lettre co-signée par 36 organisations avec des demandes concrètes quant au contenu de ce document. Les demandes ont été ignorées.

La LDL a aussi fait des interventions pour demander la tenue d'une séance publique de la Commission de la sécurité publique de Montréal au sujet du 2^e rapport sur les interpellations, rendu public en juin 2023. L'administration municipale s'est engagée en août 2023 à tenir une telle séance, puis en octobre, la présidente de la CSP déclarait qu'il n'y aurait pas de séance publique pendant les audiences de l'action collective de la Ligue des noirs contre la Ville de Montréal devant

la Cour supérieure. La LDL a transmis une lettre co-signée par 21 organisations demandant que la CSP tienne une séance publique en présence des chercheur-e-s, sans délai. La Ville a maintenu sa position, à la suite d'une recommandation des services juridiques. La séance n'aurait pas lieu avant l'automne 2024.

La LDL a continué cette année de demander un suivi à la Ville de Montréal dans le dossier de la révision des règlements municipaux pouvant conduire à du profilage racial ou social. La LDL déplore que six ans après l'engagement de la Ville dans ce dossier, aucune annonce n'ait été faite d'abroger ou de modifier des dispositions réglementaires.



Le comité Police et mécanismes de surveillance des pratiques policières a tenu une rencontre où des travailleurs et travailleuses de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) ont présenté les analyses de la CDPDJ concernant la collecte de données pour lutter contre les profilages discriminatoires. Le comité a ensuite travaillé sur un texte de prise de position qui énonce les balises devant guider une collecte de données ethnoraciales comme moyen pour documenter et lutter contre le profilage racial systémique.

Le 27 mai 2023, la LDL a pris la parole lors d'une manifestation à Montréal contre le profilage racial au Québec, et soutenu la diffusion de cette initiative dans ses réseaux. Cette mobilisation s'organisait cinq ans après le meurtre de Georges Floyd aux États-Unis et des larges mobilisations qui ont eu lieu en Amérique du Nord. Les organisations impliquées sont le Collectif 1629, Hoodstock, le Collectif de lutte et d'action contre le racisme (CLAR), la LDL – section de Québec, la LDL, Lakay, la section diversité de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) et la Coalition Rouge. Les revendications étaient : la reconnaissance de la dimension systémique du racisme par le gouvernement du Québec; la mise en œuvre du jugement *Luamba* interdisant les interceptions routières aléatoires sur la route; et l'interdiction des interpellations policières (*street checks*) dans l'espace public.

Liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique

La LDL a poursuivi ses actions dans la foulée du projet *Droit de manifester au Québec : les règlements municipaux sous la loupe* et de sa campagne de lettre à près de 1 000 municipalités pour leur demander de réviser leur réglementation afin de respecter le droit de manifester. La Ville de Terrebonne a informé la LDL que le conseil municipal avait abrogé le 27 mars une disposition réglementaire interdisant d'emprunter la voie publique sans autorisation. La LDL a aussi été en contact avec l'Association Générale des Étudiant-e-s du Collège Lionel-Groulx (AGEECLG) concernant des entraves au droit de manifester à Sainte-Thérèse. Des communications ont été effectuées auprès de la municipalité qui a fait part de son intention de réviser sa réglementation. Le dossier est à suivre au cours de l'année prochaine. Plusieurs ateliers ont été également donnés à des organisations qui en ont fait la demande.

Le comité Liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique a tenu une discussion sur les enjeux de liberté d'expression et de droit à l'égalité. Au cours de la prochaine année, le comité souhaite élaborer un outil de sensibilisation sur la liberté d'expression à la lumière d'enjeux qui ont marqué l'actualité des dernières années.

Le comité analyse le projet de loi fédérale C-63, *Loi édictant la Loi sur les préjudices en ligne, modifiant le Code criminel, la Loi canadienne sur les droits de la personne et la Loi concernant la déclaration obligatoire de la pornographie juvénile sur Internet par les personnes qui fournissent des services Internet et apportant des modifications corrélatives et connexes à d'autres lois*. Ce projet de loi a été déposé le 26 février 2024 et comporte des atteintes importantes à la liberté d'expression. La LDL transmettra ses analyses dans le cadre des consultations qui auront lieu à la Chambre des communes.

Enjeux carcéraux et droits des personnes en détention

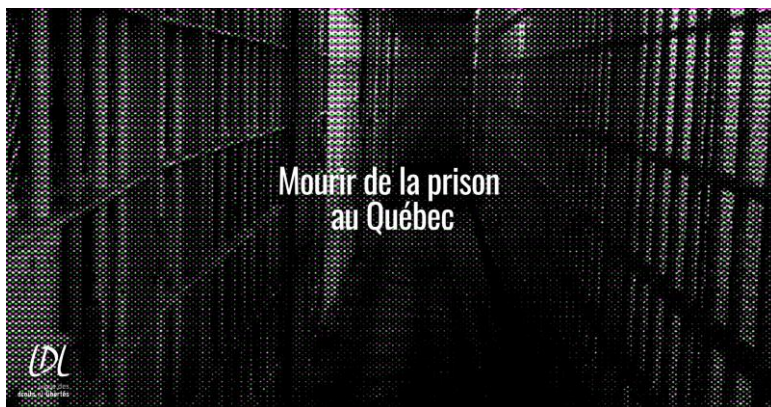
Le comité a poursuivi cette année son travail articulé autour des deux axes d'intervention déterminés l'année dernière : la défense collective des droits des personnes incarcérées et la remise en question du recours à l'incarcération. Parmi les dossiers sur lesquels le comité a continué de travailler, notons la question de l'isolement cellulaire dans les prisons du Québec et celle des courtes peines de détention (moins de 6 mois). La LDL poursuit l'élaboration de campagnes sur ces deux dimensions de l'incarcération au Québec. À la suite de la création d'un nouveau comité Droits des personnes migrantes, la question de la détention des personnes migrantes pour motifs administratifs a été réorientée vers celui-ci.

En avril 2023, la LDL a consacré une partie de son mémoire sur le projet de loi 14 (PL 14) aux enjeux liés aux prisons. La LDL a dénoncé le fait que les comités de discipline des prisons du Québec opèrent sans impartialité et respect de l'équité procédurale. La LDL a aussi mis en lumière l'existence de problématiques importantes concernant le partage de l'information par les autorités correctionnelles avec les personnes incarcérées et leurs avocat-e-s dans le cadre des audiences de la Commission des libérations conditionnelles du Québec.

En plus de ces enjeux, la LDL a fait valoir que les établissements de détention au Québec sont des lieux de violations systémiques des droits des personnes incarcérées. La LDL a déploré que le gouvernement n'opère pas de remise en question du recours à l'incarcération au Québec et que PL 14 ne propose pas de réforme de la *Loi sur le système correctionnel du Québec* dont nombre de dispositions contreviennent aux *Chartes*. La LDL a également fait valoir la nécessité de mettre en place une Commission d'enquête publique sur l'ensemble du système carcéral afin de faire la lumière sur la situation qui a cours dans chaque prison et d'amorcer un débat de société sur l'incarcération.

En décembre 2023, la LDL a publié un communiqué de presse conjoint avec Alter Justice et Relais Famille. Les organisations y faisaient part de leurs préoccupations concernant les conditions difficiles dans lesquelles se retrouvent les personnes incarcérées et leurs proches à la veille du temps des fêtes. Parmi les enjeux soulevés, les organisations font mention d'un accès réduit aux visites, d'un confinement prolongé en cellule et de risques suicidaires accrus. Il s'agit de problématiques persistantes dont les effets sont d'autant plus manifestes durant cette période. Les organisations affirment aussi que le manque de personnel dans les établissements de détention du Québec ne justifie pas les violations des droits des personnes incarcérées. Elles rappellent que les autorités politiques et carcérales ont en tout temps des obligations à l'égard des personnes incarcérées.

À la suite d'un rapport [Décès dans les prisons provinciales : un état des lieux](#) des chercheuses Catherine Chesnay et Mathilde Chabot-Martin, publié par l'Observatoire des profilages en février 2024, la LDL a émis un communiqué pour dénoncer l'opacité et l'absence d'actions du ministère de la Sécurité publique (MSP) en ce qui a trait aux décès de personnes incarcérées dans les établissements de détention du Québec. Ce rapport rappelle autant la nécessité de mieux comprendre le phénomène des décès en prison qu'il s'agisse de suicides, de morts naturelles ou de morts de cause indéterminée que la nécessité d'un débat de société sur le recours à l'incarcération au Québec.



En mars 2024, la LDL a tenu une rencontre de concertation avec d'autres organisations au sujet de la création d'un registre public des décisions de la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC) et des conséquences de la divulgation des renseignements personnels via ce registre sur les personnes incarcérées et leurs proches. Ce registre a été créé en octobre 2023 à la suite à l'adoption du projet de loi 14 et est accessible sur le site Web de la CQLC. La rencontre a eu lieu avec la Société Elizabeth Fry du Québec, l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec, Alter Justice et plusieurs avocates carcéralistes membre de l'Association des avocats.es carcéralistes du Québec (AACP). Une lettre collective et une demande de rencontre ont été transmises le 4 avril 2024 au président de la CQLC.

L'élaboration d'un dossier sur l'incarcération dans le numéro printemps/été 2024 de la revue *Droits et libertés* a été un projet important du comité cette année. À la suite d'une rencontre d'échanges du comité pour déterminer l'orientation du dossier, plusieurs militant-e-s se sont impliqué-e-s dans le comité de rédaction de la revue. Le lancement de ce numéro est prévu en juin 2024.

Droit à la santé

Au cours de l'année 2023-2024, le comité Droit à la santé s'est rencontré une dizaine de fois et a inscrit ses activités en cohérence avec le plan d'action qu'il s'était donné. Il faut dire que ce fut une période mouvementée en raison du dépôt fin mars 2023 du projet de loi 15, *Loi visant à rendre le système de santé plus efficace* (PL 15). Ce projet de loi s'inscrivait dans le Plan Santé du ministre Christian Dubé, et comportait 1 134 articles. Il a ainsi mobilisé de nombreuses organisations communautaires, syndicales, professionnelles et de défense de droit tant par sa longueur que par son manque de clarté. Ce projet de loi soulevait des enjeux de participation démocratique dans la santé et les services sociaux, de rôle accru du privé en santé, de reculs pour l'autonomie professionnelle des sages-femmes pour n'en nommer que quelques-uns.

Le 13 avril 2023, la LDL, la Coalition Solidarité Santé et la Coalition Riposte au Plan santé ont tenu ensemble une conférence de presse en mode hybride, pour sonner l'alarme sur plusieurs dimensions du Plan Santé dont le PL 15 et lancer les vignettes [Stoppons la machine!](#) Cette sortie publique a reçu une couverture médiatique satisfaisante en anglais et dans les médias écrits francophones.

L'un des messages clés de la LDL était à l'effet que le PL 15 doit faire l'objet de consultations complètes et soulève des enjeux importants, mais aussi qu'il convient de ne pas perdre de vue les autres mesures déployées dans le cadre du Plan Santé, à l'extérieur du PL 15, et affectant l'exercice du droit à la santé. À titre de membre de la Coalition Riposte au plan santé, la LDL a initié une lettre ouverte dénonçant le déficit démocratique observé dans la foulée du PL 15, elle a été [co-signée par 55 organisations en quelques jours et publiée le 23 mai](#), date de la fin des consultations sur le PL 15. De nombreux groupes ont manifesté leur souhait d'être consultés, mais ne l'ont jamais été.

Durant cette année charnière pour la santé et les services sociaux, la LDL a publié plusieurs lettres ouvertes visant à faire la lumière sur divers enjeux du Plan Santé. Les lettres ont porté notamment sur le recul des espaces de participation démocratique dans le réseau de la santé et des services sociaux, sur la privatisation et ses impacts pour le droit à la santé, sur les changements à la *Loi sur l'assurance maladie* qui contribuent à accentuer la privatisation par le biais de la pratique mixte et des assurances duplicatives, sur l'imputabilité de la future Agence Santé Québec en ce qui concerne la réalisation du droit à la santé, etc.

La LDL a également mis de l'avant ses analyses fondées sur le droit à la santé et l'interdépendance des droits à l'occasion d'événements organisés par des partenaires, tels qu'à l'assemblée de mobilisation de la Coalition Main Rouge et lors d'un webinar de la Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux (COMRADES).

Le gouvernement du Québec a finalement adopté le PL 15 sous bâillon, le 8 décembre 2023, alors que de nombreuses préoccupations et oppositions étaient soulevées depuis la société civile, notamment dans une [lettre endossée par 200 organisations](#) fin octobre 2023, ainsi que par les partis d'opposition. La LDL a réagi à ce bâillon par voie de communiqué, tout en insistant sur le fait qu'il demeurerait pertinent de se mobiliser sur le Plan Santé plus largement.

Au cours de l'automne 2023, le comité a constaté le besoin d'adopter une [définition claire et succincte du droit à la santé](#), qui a été diffusée dans divers réseaux et sert d'outil de référence.

Sollicité par le comité organisateur, la LDL a participé en octobre 2023 aux États généraux du travail social. Elle a soumis une contribution écrite mobilisant des analyses récentes de la LDL, et en particulier la définition du droit à la santé et la perspective des droits humains de façon plus large.

PAS DE PLAN SANTÉ SANS UN VRAI DÉBAT PUBLIC DÉMOCRATIQUE

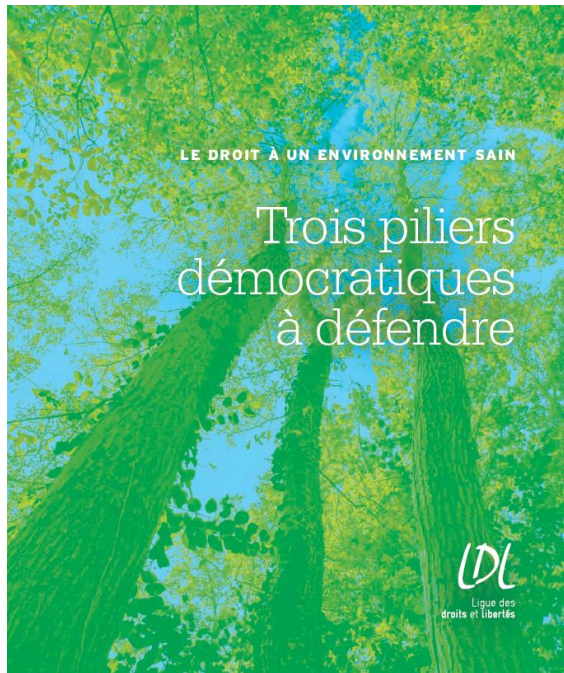
STOPPONS LA MACHINE



Environnement et droits humains

Le comité Environnement et droits humains s'est rencontré huit fois cette année et a inscrit ses activités en cohérence avec le plan d'action qu'il s'était donné. Il poursuit la représentation de la LDL au sein du Front commun pour la transition énergétique (FCTÉ).

Le comité a concentré ses efforts sur la conception, élaboration et publication d'une brochure d'éducation du public sur les piliers démocratiques du droit à un environnement sain. Ces trois piliers démocratiques sont reconnus dans la *Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement*.



Cette nouvelle publication de la LDL se situe dans le contexte de la transition écologique dont tout le monde parle, mais pas forcément avec les mêmes objectifs en matière de droits humains, de justice sociale, et de modèle énergétique notamment. Pour la LDL, la transition nécessite davantage de démocratie, pas moins.

De plus, l'année 2023-2024 a été fortement marquée par le développement accéléré de la filière batterie, que le gouvernement du Québec déploie à grande vitesse sans consulter les populations de façon appropriées. L'implantation de la méga-usine de cellules de batteries électrique de l'entreprise suédoise Northvolt à McMasterville, qui a évité d'être étudiée par le Bureau d'audiences publiques en environnement (BAPE), a beaucoup marqué les esprits et il est essentiel dans ce contexte d'exiger davantage de respect des composantes démocratiques du droit à un environnement sain.

La brochure *Le droit à un environnement sain : Trois piliers démocratiques à défendre*, déjà disponible, sera lancée officiellement au début de l'exercice 2024-2025 à l'occasion d'un webinaire en compagnie de quelques panélistes.

Droits des peuples autochtones

En 2023-2024, à titre d'organisation allochtone, la LDL a mené des réflexions internes pour bien cerner quel sera son rôle d'allié dans la conjoncture contemporaine. La LDL a en même temps un long historique de relations de solidarité avec les peuples autochtones dans diverses luttes pour le droit à l'autodétermination. Par ailleurs, certaines activités qui étaient prévues dans le plan d'action n'ont pas été réalisées, car dans la foulée des réflexions le comité a jugé prématuré de les mettre en place.

Le processus de réflexion a mené à l'adoption, en juin 2023, de deux axes d'intervention à prioriser pour les prochains mois. Le premier est à l'effet de développer ou entretenir des liens solides et réguliers avec quelques organisations autochtones, nations et communautés. Le second est que le rôle de la LDL est de rappeler à l'ordre les États québécois et canadien à la lumière des droits des peuples autochtones et en particulier de leur droit à l'autodétermination. Une sensibilité aux enjeux particuliers vécus par les populations autochtones doit aussi être présente dans divers dossiers travaillés par ailleurs par la LDL, par exemple les enjeux carcéraux, les pratiques policières, le droit à la santé, etc.

Le comité a publié en octobre 2023 une lettre ouverte intitulée [La CAQ et les peuples autochtones : une transformation profonde s'impose](#). La LDL y souligne qu'après cinq ans au pouvoir, l'approche et les positions du gouvernement Legault se caractérisent malheureusement par un recul dans le processus déjà chargé et complexe de la réconciliation.

Le comité a également mis en place un processus pour effectuer une veille de l'actualité et publier davantage de nouvelles, revendications ou luttes autochtones dans l'infolettre de la LDL, afin de visibiliser les enjeux de droits humains et les mobilisations qui les concernent.

Surveillance des populations, intelligence artificielle et droits humains

Le comité a poursuivi cette année son travail sur plusieurs dossiers liés à la protection des renseignements personnels, l'intelligence artificielle, la reconnaissance faciale et le projet de Service québécois d'identité numérique (SQIN).

En juin 2023, la LDL a déposé un mémoire dans le cadre d'une consultation de la Commission d'accès à l'information (CAI) sur un projet de lignes directrices sur les critères de validité du consentement en matière de protection des renseignements personnels. Ces consultations étaient menées par la CAI dans le cadre de la *Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels dans le secteur privé (Loi 25)*, qui entre graduellement en vigueur. Parmi les commentaires qu'elle a exprimés, la LDL a fait valoir que le consentement doit toujours être manifeste et explicite, afin de ne laisser aucun doute quant à la volonté exprimée par la personne concernée. En ce sens, il serait souhaitable que la CAI abandonne le concept de *consentement implicite*.

La LDL a appuyé deux lettres collectives en septembre et décembre 2023 demandant au gouvernement que la partie du projet de loi fédérale C-27 consacrée à l'intelligence artificielle soit retirée et soumise à une consultation publique complète et une nouvelle rédaction. Le projet de loi C-27 s'intitule *Loi édictant la Loi sur la protection de la vie privée des consommateurs, la Loi sur le Tribunal de la protection des renseignements personnels et des données et la Loi sur l'intelligence artificielle et les données et apportant des modifications corrélatives et connexes à d'autres lois*.

Le comité a travaillé cette année sur le dossier de l'identité numérique. Le 20 octobre, la LDL a participé à une rencontre à l'invitation du ministre de la Cybersécurité et du Numérique, Éric Caire, dans le cadre de sa tournée *Connexions – Plus fort, plus loin, plus numérique*. Il était question des enjeux suivants : le développement des services numériques de l'État, les processus gouvernementaux qui entourent le numérique et l'intelligence artificielle.

La LDL a publié une lettre ouverte dans *Le Devoir* le 24 octobre 2023, un an exactement après la publication d'une résolution des commissaires à la protection de la vie privée de tout le Canada concernant les systèmes d'identité numérique. Dans sa lettre, la LDL soulève plusieurs enjeux préoccupants pour les droits humains et fait valoir que le projet québécois ne peut pas aller de l'avant sans débat public démocratique ni transparence.

La LDL a été invitée en novembre 2023 à participer aux consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi 38 (PL 38), *Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives*. Bien qu'il a été nécessaire de décliner l'invitation en raison des courts délais, soit 6 jours ouvrables, la LDL a publié un court mémoire sur deux dispositions du PL 38. La LDL considère qu'il est inacceptable que le gouvernement se donne des pouvoirs démesurés en ce qui a trait à l'utilisation de renseignements personnels à des fins variées.

Le 12 janvier 2024, la LDL a déposé un mémoire dans le cadre d'une consultation du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (CPVP) sur le traitement des données biométriques par les institutions publiques et les organisations du secteur privé. La LDL considère que la réflexion collective à laquelle appelle le CPVP devrait englober l'ensemble des technologies biométriques utilisées tant par les institutions publiques que privées. De plus, cette réflexion devrait se conclure par l'adoption d'un cadre légal beaucoup plus robuste permettant de protéger les droits des Canadien-ne-s face à ces technologies.

Droits des personnes migrantes

Coalition pour la régularisation des personnes sans statut

En 2022, le gouvernement fédéral annonçait qu'il élaborerait une politique de régularisation destinée aux personnes sans statut à travers le pays, qui sont estimées à plus de 500 000, sans compter des personnes à statut précaire qui bénéficieraient également de la régularisation pour que leurs droits humains soient respectés. Ainsi, de nombreux groupes se sont mobilisés dès l'été 2022 autour du programme promis, quoiqu'indéfini, exigeant qu'il soit inclusif, accessible et complet, et exigeant que le gouvernement provincial se montre pleinement collaboratif pour en assurer la mise en œuvre au Québec le temps venu.

En 2023-2024, la LDL a poursuivi sa participation active à la Coalition pour la régularisation des personnes sans statut, en participant aux rencontres de mobilisation, en co-endossant plusieurs lettres ouvertes et en participant en mars 2024 à une délégation qui a rencontré le personnel du cabinet de Marc Miller, ministre fédéral de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté.

La LDL a pris la parole lors d'un panel sur les luttes des personnes sans statut, lors du colloque La Grande Transition en mai 2023, en plus d'organiser un [panel virtuel sur ces enjeux de droits humains](#) à l'occasion du symposium 2023 de la chaire DCMÉT de l'UNESCO, compagnie du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants et de Solidarité sans frontières, en octobre 2023.

Finalement, la LDL a participé au comité d'organisation d'une rencontre de réflexion stratégique de la Coalition, qui a eu lieu en février 2024. Cette rencontre a permis de mieux planifier les mobilisations à venir et d'identifier des pistes concrètes pour élargir la vocation et la composition de la Coalition. Les participant-e-s avaient un constat partagé : le climat social devient de plus en plus préjudiciable aux personnes migrantes et il convient d'agir sur ce climat en alimentant un contre-discours.

Nouveau comité de travail de la LDL sur les droits des personnes migrantes

Tel que le prévoyait le plan d'action 2023-2024, la LDL a fait les démarches nécessaires pour mettre sur pied un nouveau comité de travail sur les droits des personnes migrantes.

Le constat concernant le climat social est également partagé par les membres du nouveau comité de travail de la LDL. D'un discours de « *ils viennent voler nos jobs* » dans le passé, nous avons vu émerger un discours « *ils viennent voler nos logements* ». Le comité a ainsi jeté les bases de son plan d'action 2024-2025 en prévoyant notamment d'agir contre l'amalgame entre la crise du logement et les immigrant-e-s, en concertation avec des groupes mobilisés pour le droit au logement.

Le comité a également entamé les travaux pour documenter les enjeux de la détention des personnes migrantes pour des motifs administratifs depuis une perspective de droits humains, à l'approche de la visite au Canada du Groupe de travail sur la détention arbitraire, du Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme, en mai 2024.

Droit à l'information

Les dénis du droit à l'information ont des impacts sur plusieurs des luttes pour les droits humains auxquelles contribue la LDL. En septembre 2023, la LDL a publié une [lettre ouverte](#) à l'occasion de la Journée mondiale du droit à l'information. Les travaux ont débuté en vue de documenter les enjeux en coalition avec d'autres organisations.

En novembre 2023, la LDL a organisé une rencontre multisectorielle à laquelle se sont jointes dix organisations préoccupées par le droit à l'information et intéressées à explorer les possibilités de se concerter et d'agir sur cet enjeu. La rencontre a généré un élan collectif pour parler des enjeux entourant le droit à l'information qui se poursuivra en 2024 et 2025. Les efforts seront d'abord dirigés vers la sensibilisation du public à cet enjeu, la formation et le développement de nos analyses et revendications.

The background is a complex, layered composition. At the top, there's a solid orange band. Below it, a white area with a grid of small orange dots. A faint, light-colored map of France is visible in the center. The bottom right corner features a white area with a grid of small orange dots, partially overlapping a solid orange shape. The overall color palette is warm, dominated by oranges and whites.

Développement de la LDL

Consolidation de la santé financière de la LDL

Le financement de la LDL est essentiellement constitué de trois sources:

- la subvention gouvernementale du Secrétariat à l'action communautaire et aux initiatives sociales (SACAIS) ;
- le partenariat avec la Fondation Léo-Cormier pour l'éducation aux droits et libertés ainsi que le soutien d'Inter Pares ;
- l'autofinancement (cotisations des membres, revenus de la campagne de financement, dons mensuels, etc.). À ces sources de financement s'ajoutent le Programme de soutien à l'action bénévole (SAB) des député-e-s du Québec, les honoraires pour les conférences et ateliers ainsi que les revenus de publicité et de ventes de documents.

Campagnes d'adhésion, de renouvellement et de financement

La campagne de financement annuelle 2023-2024, s'est déroulée cette année sous le thème *Je donne pour le rayonnement des droits humains*. Nous avons pu recueillir près de 60 000 \$ en incluant les dons mensuels. Merci à nos donateurs et donatrices!

Dans ce cadre, nous souhaitons souligner le soutien fidèle de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), qui de nouveau cette année, a pris en charge les frais d'expédition de différents envois postaux.

Au 31 mars 2024, la LDL comptait 860 membres composés d'individus, de syndicats et de groupes communautaires. La LDL insiste toujours sur le fait qu'elle accepte les adhésions, quelle que soit la somme versée. Pour la LDL, le soutien de ses membres n'est pas qu'une question économique et financière. Plus la LDL compte de membres, plus elle est forte et plus elle accroît sa crédibilité politique, sa capacité d'influence et ses relais dans l'espace public.

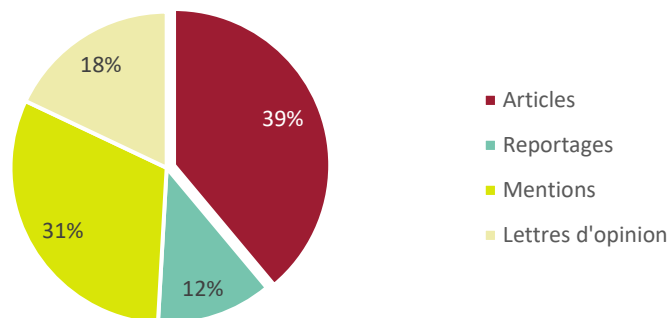
Rayonnement de la LDL dans l'espace public et médiatique

La présence médiatique de la LDL couvre une grande variété de luttes et d'enjeux, avec 166 présences dans diverses publications imprimées, sites Web, radios, télévision au cours de l'année 2023-2024.

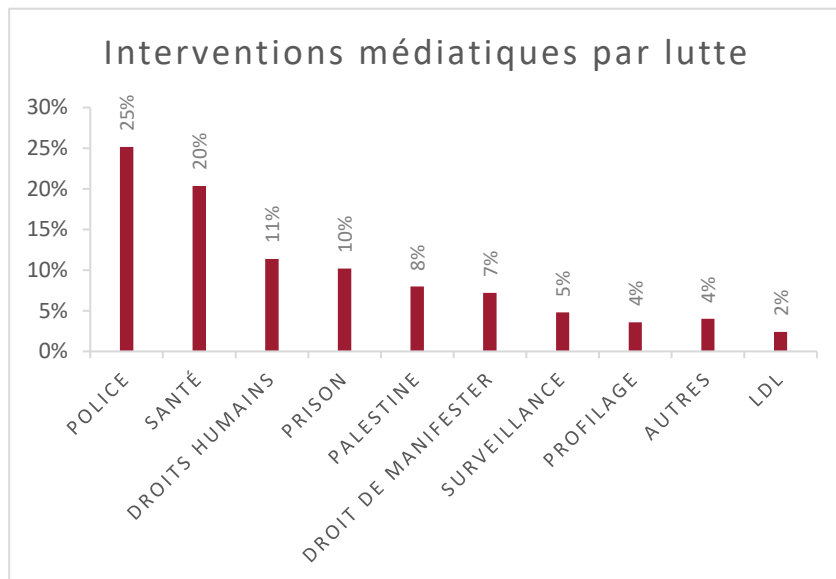
La conjoncture aux niveaux municipal, provincial, fédéral et même international continue de motiver un bon nombre d'interventions médiatiques. Afin d'assurer une présence médiatique au bon moment, la LDL s'efforce de répondre le plus rapidement possible aux demandes d'entrevues tant en français qu'en anglais, en direct, à la radio, à la télévision et pour les médias écrits. Cette année, la présence dans les médias anglophones représente près de 10 % de toutes les interventions médiatiques de la LDL.

Une douzaine de lettres d'opinion ont été signées par les porte-paroles de la LDL et les militant-e-s sur des sujets comme la santé, les pratiques policières, le 75^e anniversaire de la DUDH, les droits des peuples autochtones. À trois reprises, une lettre d'opinion a été publiée dans plusieurs médias en même temps.

Présence médiatique de la LDL par type d'intervention



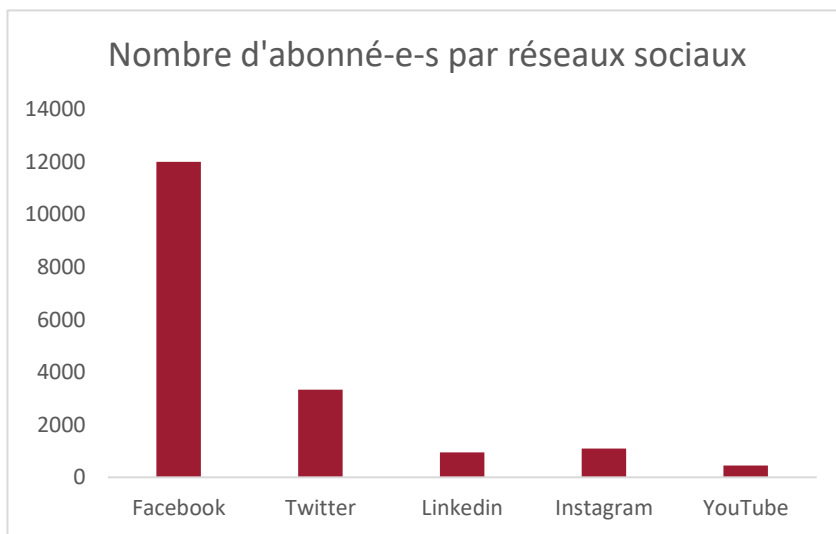
Au courant de l'année, l'enjeu des pratiques policières a dominé la visibilité médiatique de la LDL, étant donné la campagne exigeant l'interdiction des interpellations policières, le PL 14 [Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues](#) sur lequel la LDL est intervenue, et la publication des lignes directrices sur les interpellations policières qui a aussi entraîné des démarches médiatiques entre avril et décembre 2023. La publication du Second rapport sur *Interpellations policières et profilage racial* (Armony et al.) a fait l'objet de démarches médiatiques principalement durant la période estivale. Finalement, la LDL a fait une sortie médiatique pour demander un système d'enquêtes impartial, indépendant et transparent lorsqu'un citoyen décède aux mains de la police.



De façon générale, le 75^e anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* a fait l'objet d'une faible couverture médiatique au Québec. À cette occasion, la LDL a donné deux entrevues et a publié une lettre d'opinion.

La LDL a aussi appuyé plusieurs campagnes d'organisations partenaires ou de coalitions, en lien avec la surveillance des populations, les droits des personnes migrantes ou encore, sur la situation en Palestine.

Le site Web de la LDL continue de représenter un outil important pour le partage de nos analyses et la réalisation de notre travail de promotion des droits. Les communiqués de presse tout comme les publications, les mémoires et les brochures publiés par la LDL sont tous disponibles en ligne. De plus, la LDL rend toujours disponible sur sa chaîne YouTube les vidéos des événements qui se sont déroulés en mode virtuel ou hybride.



Le nombre d'abonné-e-s continue de croître à un rythme lent sur les plateformes comme Facebook et Twitter, et à un rythme un peu plus soutenu pour LinkedIn et Instagram. En général, le contenu publié sur chacune des plateformes est différent.

Promotion des droits

Si la promotion des droits est en tout temps au cœur de la mission de la LDL, il convient de souligner que la programmation spéciale développée dans le cadre de son 60^e anniversaire et du 75^e anniversaire a permis de mettre encore plus l'accent sur la valorisation des droits humains au sens large, à travers plusieurs événements destinés au grand public. À travers une série de conférences en mode hybride, une exposition historique à l'Écomusée du fier monde, une édition spéciale de la revue, les parcours urbains avec l'Autre Montréal et le festival de films pour les droits humains en partenariat avec l'Office national du film, la LDL a rayonné dans de nombreuses directions.

La LDL a poursuivi son travail de promotion des droits humains sous la forme de sorties médiatiques, de représentations politiques, la diffusion d'analyses, des conférences et d'ateliers. Un regard d'ensemble sur ces activités, qui sont détaillées dans l'annexe à ce rapport, permet de souligner certains éléments. Elle a aussi poursuivi ses activités d'incidence politique en tenant près d'une quinzaine de rencontres avec des élu-e-s, détenteurs-trices de charge publique et personnel politique, en plus de poser plusieurs questions à l'occasion de séances publiques telles que le Conseil municipal de la Ville de Montréal et la Commission de la sécurité publique de l'agglomération de Montréal.

Les détails de toutes ses interventions sont disponibles dans l'annexe. Voici néanmoins un aperçu des efforts de promotion des droits qui ont été réalisés :

- 5 mémoires sur des projets de loi, de règlements ou dans le cadre de consultations spécifiques ;
- 10 lettres officielles acheminées par la LDL à l'attention d'élus-e-s ou d'organismes publics ;
- 27 appuis à des lettres ou campagnes initiées par des groupes alliés sur des enjeux de droits humains ;
- 9 allocutions publiques de représentant-e-s de la LDL à la demande d'organisations, dans le cadre divers événements ;
- 7 ateliers de formations sur le racisme systémique, les interpellations policières et le capitalisme de surveillance ;
- 6 expositions itinérantes de *Droits en mouvements*.



Coalitions et regroupements

Action communautaire autonome et défense collective des droits

Karina Toupin représente la LDL au sein du Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD), de même que le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), qui sont deux regroupements défendant les intérêts des organismes et assurant leur représentation auprès du gouvernement du Québec. La LDL est membre des deux regroupements.



Le RODCD a poursuivi ses démarches auprès du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et des oppositions sur la question du financement des organismes d'action communautaire du secteur de la défense collective des droits. La LDL a participé à différentes instances en cours d'année et pris part aux campagnes de lettres qui visaient à sensibiliser les membres de l'Assemblée nationale à l'enjeu de l'indexation et du financement des groupes en défense collective des droits.



La LDL a également diffusé les campagnes du RQ-ACA. En effet, le matériel de mobilisation pour les activités de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*, qui revendique l'augmentation du financement à la mission à un niveau suffisant et l'indexation annuelle des subventions, tout en assurant le respect de l'autonomie des organismes d'action communautaire autonome, a été relayé dans nos infolettres.

Coalition d'action et de surveillance sur l'incarcération des femmes au Québec

CASIFQ

Coalition d'action et de surveillance sur l'incarcération des femmes au Québec

Lynda Khelil représente la LDL au sein de la Coalition d'action et de surveillance sur l'incarcération des femmes au Québec (CASIFQ). Les membres de la CASIFQ sont toujours mobilisé-e-s dans le soutien des femmes incarcérées au Québec, bien que la coalition ait tenu peu de rencontres cette année.

Solidarité avec le peuple palestinien – BDS-Québec, Coalition du Québec URGENCE Palestine et autres actions

Diane Lamoureux représente la LDL au sein de la Coalition BDS, laquelle traverse par ailleurs une période de restructuration et d'inactivité. Cela n'a pas empêché la LDL, à l'instar de nombreuses autres organisations, de multiplier les voix exigeant le respect des droits et des vies de Palestiniennes. La guerre entreprise par Israël à Gaza à la suite des attentats du 7 octobre 2023 a imposé une certaine urgence dans le travail sur la Palestine; au fil des mois, les violences extrêmes envers les civils palestiniens se sont accentuées, Israël multipliant les offensives et faisant obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire.



À cet effet, la LDL a envoyé, conjointement avec la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), deux lettres au gouvernement canadien. La première envoyée en décembre 2023 demandant que le Canada se joigne aux autres membres de la communauté internationale pour exiger un cessez-le-feu à Gaza, et la deuxième en février 2024 pour demander au gouvernement canadien de cesser ses livraisons de matériel militaire à Israël et de

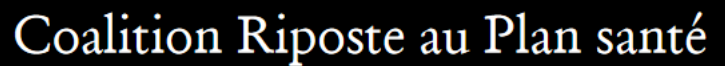
reprandre son financement à l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient). L'UNRWA est le seul organisme à même de distribuer de façon efficace et équitable l'aide humanitaire à la population palestinienne de Gaza et de fournir des services d'éducation et de santé dans les territoires palestiniens occupés de Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Les lettres officielles acheminées par la FIDH et la LDL, et rendues publiques, ont sans doute contribué aux pressions exercées sur le gouvernement du Canada, qui a finalement appelé au cessez-le-feu et rétabli son financement à l'UNRWA, mais reste muet sur la question des ventes de matériel militaire à Israël.

La LDL a également pris l'initiative d'exiger de Québec de renoncer à ouvrir un Bureau du Québec à Tel-Aviv, une représentation diplomatique dont le déploiement est inacceptable dans les circonstances actuelles. 22 organisations de la société civile québécoise ont endossé cette lettre rendue publique et acheminée à Mme Martine Biron, ministre des Relations internationales. La demande de rencontre adressée à Mme Biron n'a toutefois reçu aucune réponse pour l'instant.

Depuis octobre 2023, la LDL a constaté avec inquiétude l'augmentation des actes et propos islamophobes et antisémites à Montréal, ainsi que le fait que de nombreuses initiatives non violentes (événements publics, affiches, etc.) appelant à la solidarité avec le peuple palestinien et à la protection de leurs vies et de leurs droits fondamentaux ont été censurées et associées à de l'antisémitisme. Ainsi, en décembre 2023, la LDL a publié une [déclaration](#) dans laquelle elle rappelle le respect des droits humains et dénonce les amalgames entre la solidarité avec la Palestine et l'antisémitisme.

Coalition Riposte au Plan santé

Laurence Guénette représente la LDL au sein de la Coalition Riposte au Plan santé. Composée de membres de divers milieux, du secteur de la santé et des services sociaux, d'organisations syndicales, médicales, communautaires et de recherche, la Coalition est une structure informelle et souple qui a pour objectif de mobiliser différents acteurs autour des changements majeurs mis de l'avant par le ministre Christian Dubé. L'année 2023-2024 a été très occupée par le projet de loi 15, Loi visant à rendre le système de santé plus efficace, bien que d'autres changements participent également du Plan santé.

A black rectangular banner with the text "Coalition Riposte au Plan santé" in white serif font.

En avril 2023, la LDL a participé à une conférence de presse conjointe avec la Coalition Riposte au plan santé et la Coalition Solidarité Santé, qui était l'occasion de mettre de l'avant les critiques du contenu du plan santé, mais également des processus qui y sont reliés, qui ne permettent pas la participation démocratique. La Coalition Riposte a lancé, lors de cette même sortie publique, une série de vignettes *Stoppons la machine!* qui vise à donner un aperçu de l'ensemble des préoccupations.

Coalition de surveillance internationale des libertés civiles



La Coalition de surveillance internationale des libertés civiles (CSILC) a pour mission de défendre les libertés civiles et contrer l'adoption de mesures qui leur

portent atteinte dans la foulée de la lutte contre le terrorisme. La LDL est l'une des organisations fondatrices de la CSILC. Elle y est représentée par Martine Éloy et Dominique Peschard, qui y assume également le rôle de co-président.

La LDL a contribué à la finalisation du travail d'édition d'un recueil de textes et de témoignages soulignant le travail important effectué par la CSILC pour la protection des libertés civiles au cours des 20 dernières années. Ce recueil sera disponible au printemps 2024 en anglais et en français.

La LDL participe à un groupe de travail mis sur pied par la CSILC à la suite des révélations sur l'utilisation de la reconnaissance faciale par les forces policières au Canada, dont la Gendarmerie royale du Canada. La LDL a

également joint sa voix à une nouvelle coalition pancanadienne, *Right2YourFace*, pour réclamer l'adoption d'une réglementation qui encadrerait la reconnaissance faciale. La LDL a signé une lettre transmise au ministre de la Sécurité publique, Dominic LeBlanc, au ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, François-Philippe Champagne, et au président du Comité permanent de l'industrie et de la technologie de la Chambre des communes, Joël Lightbound, concernant les impacts du projet de loi C-27 sur la surveillance des technologies de reconnaissance faciale.

Inquiètes face à l'intention du gouvernement fédéral de légiférer sur les méfaits en ligne (*online harm*) et aux conséquences néfastes qu'une loi pourrait avoir sur la liberté d'expression, une vingtaine d'organisations du Canada, dont la LDL, se sont regroupées pour partager leur expertise et se concerter. Après deux ans de tergiversations, le gouvernement a déposé fin-février 2024 le projet de loi C-63 sur les méfaits en ligne, *Loi édictant la Loi sur les préjudices en ligne, modifiant le Code criminel, la Loi canadienne sur les droits de la personne et la Loi concernant la déclaration obligatoire de la pornographie juvénile sur Internet par les personnes qui fournissent des services Internet*.

Une première série d'échanges entre les organisations permet de dégager certains éléments sur lesquels l'ensemble des organisations seraient d'accord pour intervenir de manière concertée. Sur le même sujet, la LDL a appuyé une lettre transmise aux députés et président du Comité permanent de la sécurité publique et nationale de la Chambre des communes, Heath MacDonald, concernant les impacts du projet de loi S-210, *Loi limitant l'accès en ligne des jeunes au matériel sexuellement explicite*, 29 janvier 2024.

La LDL participe également à des réunions régulières d'échanges avec le représentant du Commissaire à la vie privée du Canada. Une dizaine d'organisations de défense des droits participent à ces réunions.

Collectif Échec à la guerre

Martine Éloy représente la LDL au sein du Collectif Échec à la guerre. La participation de la LDL a notamment comme objectif de faire ressortir les enjeux de droits humains dans les problématiques abordées par le Collectif et de mobiliser les membres de la LDL et les organismes partenaires à prendre part aux activités et campagnes du Collectif, qui fait un important travail contre la guerre et le militarisme.



En 2023-2024, la LDL n'a pas endossé la Déclaration publiée à l'occasion du 11 novembre (jour du Souvenir), mais a appuyé la campagne du coquelicot blanc à la mémoire de toutes les victimes des guerres et a diffusé auprès de ses membres et réseaux certaines mobilisations organisées par le Collectif au cours de l'année.

En février, la LDL a rejoint la Coalition Québec URGENCE Palestine, une initiative du Collectif Échec à la guerre. La Coalition a publié l'appel *Ensemble pour Gaza et la Palestine! Ensemble pour la justice et la paix!* endossée par 236 organisations de la société civile québécoise et 158 personnalités publiques, et publié dans deux journaux. Cette déclaration demande un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza, la libre circulation de l'aide humanitaire, la fin des exportations militaires vers Israël et la levée du siège de Gaza, et dénonce la complicité du Canada.

La LDL a pris la parole à l'occasion de la conférence de presse du 20 mars 2023, ainsi qu'à la manifestation du 23 mars 2023. Diane Lamoureux, en plus de Martine Éloy, assure la participation de la LDL aux suites de la Coalition et au comité de coordination de la Coalition, qui continuera le travail d'information, de sensibilisation et de mobilisation au printemps 2024.

Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux

Laurence Guénette et Lucie Lamarche représentent la LDL au sein de la Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux (COMRADES), un partenariat de recherche financée par le CRSH composé de chercheur-e-s de sept universités du Québec, du Canada et de la France, et de partenaires co-chercheur-e-s issus des milieux gouvernementaux et non gouvernementaux, dont la Ligue des droits et libertés et la LDL-Section de Québec. L'objectif de COMRADES est de développer la recherche sur les droits économiques et sociaux (DES) pour faire émerger un nouveau paradigme en matière de droits humains.



Le projet se développe selon quatre objectifs particuliers : (1) la production et la diffusion multisectorielle de connaissances; (2) le développement de pratiques fortifiées; (3) l'impulsion de changements dans les mécanismes d'imputabilité fondés sur les DES; et (4) l'inscription des DES dans le débat sur l'accès à la justice. La participation de la LDL à COMRADES constitue une occasion de faire rayonner son travail et ses analyses sur les droits économiques et sociaux. En mai 2023, Lucie Lamarche et Nicole Fillion, membres du comité Droit à la santé de la LDL, ont offert un webinaire intitulé *Le droit à la santé nous échappe*, destiné aux partenaires de COMRADES et au grand public.

Fédération internationale pour les droits humains (FIDH)

La LDL est membre de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), qui célèbre en 2022 son 100^e anniversaire. La LDL partage régulièrement des interventions publiques et nouvelles de la FIDH dans ses propres réseaux. En décembre 2023, Diane Lamoureux et Laurence Guénette ont tenu une rencontre avec Audrey Couprie, Coordinatrice à l'animation du réseau de la FIDH, afin d'actualiser leurs connaissances sur le fonctionnement, les instances et les pôles d'intervention prioritaires de la FIDH. Comme mentionné précédemment, les présidentes de la FIDH et de la LDL ont également signé conjointement deux lettres à l'attention du gouvernement du Canada concernant la guerre contre Gaza.

Front commun pour la transition énergétique



Le Front commun pour la transition énergétique (FCTÉ) qui est un lieu de convergence dans les luttes environnementales. La LDL en est devenue membre en mai 2020 et a commencé à s'y impliquer pour créer et consolider des liens avec d'autres organisations ainsi que pour mettre de l'avant le cadre d'analyse des droits humains et ses liens avec les luttes environnementales. Des membres du comité Environnement et droits humains et de la permanence, notamment Laurence Guénette et Éléonore Loupforest, ont participé à certaines rencontres de comités ou à des instances du FCTÉ.

En 2023-2024, la LDL limite son implication dans le FCTÉ en raison du grand nombre de dossiers environnementaux qui y occupent les membres et des dimensions plus techniques de la transition écologique. Toutefois la LDL demeure membre et peut être impliquée activement lorsque des projets ou activités ponctuels du FCTÉ exigent un apport particulier en matière de droits humains.

Début 2024, la LDL a collaboré avec le FCTÉ au moment de l'élaboration de la brochure sur le Droit à un environnement sain, afin de mieux cerner les besoins des groupes membres à ce sujet, et pour explorer les pistes de diffusion au sein du FCTÉ. La LDL a également endossé et diffusé le [Manifeste pour un avenir énergétique juste et viable](#), en novembre 2023.

Observatoire des profilages

Lynda Khelil représente la LDL au sein de l'Observatoire des profilages (ODP). La LDL poursuit sa participation aux assemblées et rencontres des membres de l'ODP ainsi qu'à plusieurs activités de l'ODP, qui sont très nombreuses. Les membres de l'ODP sont en effet très actifs et la programmation très riche. En 2023-2024, la LDL a suivi avec grand intérêt l'élaboration et le déploiement de la campagne *Bloquons la route au profilage racial au volant*, sur les interceptions routières.



Regroupement des médias critiques de gauche

En octobre 2023, au nom de la revue *Droits et libertés*, la LDL s'est jointe au Regroupement des médias critiques de gauche (RMCG) à titre de membre participant. Elisabeth Dupuis représente la LDL au sein du RMCG. En décembre 2023, le RMCG s'est réuni pour lancer le site *Web gauche.media* et une réunion a eu lieu en mars 2024 avec des membres participants pour discuter du partage d'information, des modes de communication et des temps de rencontre. La LDL diffuse occasionnellement des informations du RMCG et de ses membres dans son infolettre régulière et sur les réseaux sociaux.



Table de concertation des organismes de défense de droits et Commission des droits de la personne et de la jeunesse

La présidence et la coordination de la LDL ont participé à deux rencontres avec le président de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse Philippe-André Tessier ainsi qu'avec la vice-présidente Myrlande Pierre. Ces rencontres semestrielles ont pour objectif de partager des perspectives et préoccupations de la LDL et de la CDPDJ sur divers enjeux de droits humains en cours. La LDL participe également aux rencontres de la Table de concertation des organismes de défense de droits – volet *Charte*, organisées par la CDPDJ et auxquelles assistent plusieurs organisations.

Sam Boskey représente la LDL auprès de la Table de concertation, qui a pour mandat de proposer un espace d'échange propice au dialogue et la consultation constructive sur divers enjeux susceptibles d'avoir une incidence sur les droits et libertés inscrits dans la *Charte* québécoise et d'alimenter la réflexion et les travaux de la Commission. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, la Table s'est réunie à deux reprises.

En août 2023, la Commission y a présenté sa position sur le projet de loi n° 11, *Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives*, et sur le projet de loi n° 14, *Loi modifiant diverses dispositions en matière de sécurité publique et édictant la Loi visant aider retrouver les personnes disparues*. En janvier 2024, la Commission y a présenté ses positions sur le projet de loi n° 32, *Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux*, et le projet de loi n° 31, *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation*.

Vie associative



Conseil d'administration et conseil exécutif

Le conseil d'administration s'est réuni 8 fois au cours de l'année 2023-2024. En juin 2023, il a veillé à l'élaboration du plan d'action et il a suivi de près, tout au long de l'année, les divers dossiers politiques auxquels la LDL travaille, les démarches en lien avec le financement et la promotion de la LDL ainsi que les travaux du comité 60^e anniversaire de la LDL et 75^e de la DUDH. Il a également adopté plusieurs positions en lien avec les travaux des comités.

Le conseil exécutif s'est réuni à 12 occasions cette année. Dans le cadre de son mandat, le CE assure le suivi des dossiers entre les rencontres du conseil d'administration. Il est aussi responsable auprès du CA de l'administration courante de la LDL.

Début 2024, le CA a décidé de convoquer un *rendez-vous militant* en avril 2024 afin d'offrir un espace de réflexion collective sur la LDL, ses réalités et ses défis. Des membres du CE ont travaillé à préparer le contenu et l'animation de cette importante rencontre tout au long de l'hiver.

Militants et militantes, comités de travail

La LDL ne pourrait pas être ce qu'elle est sans la contribution essentielle de ses militantes et militants, que ce soit comme membre du CA ou d'un comité de travail, en offrant des ateliers, en participant aux réunions, en analysant des projets de loi, en rédigeant des textes pour diverses publications, en débattant pour peaufiner les positions et projet de la LDL sur divers enjeux de droits humains, en représentant la LDL dans les coalitions et regroupements, en montant des expositions et en les transportant aux quatre coins de la province, etc.

Il importe de souligner que selon nos estimations, l'implication active et bénévole de ces personnes, près d'une cinquantaine, représente en temps l'équivalent d'environ deux postes à temps complet. Cela est considérable et absolument inestimable comme appui à la mission de la LDL et au travail de l'équipe de la permanence.

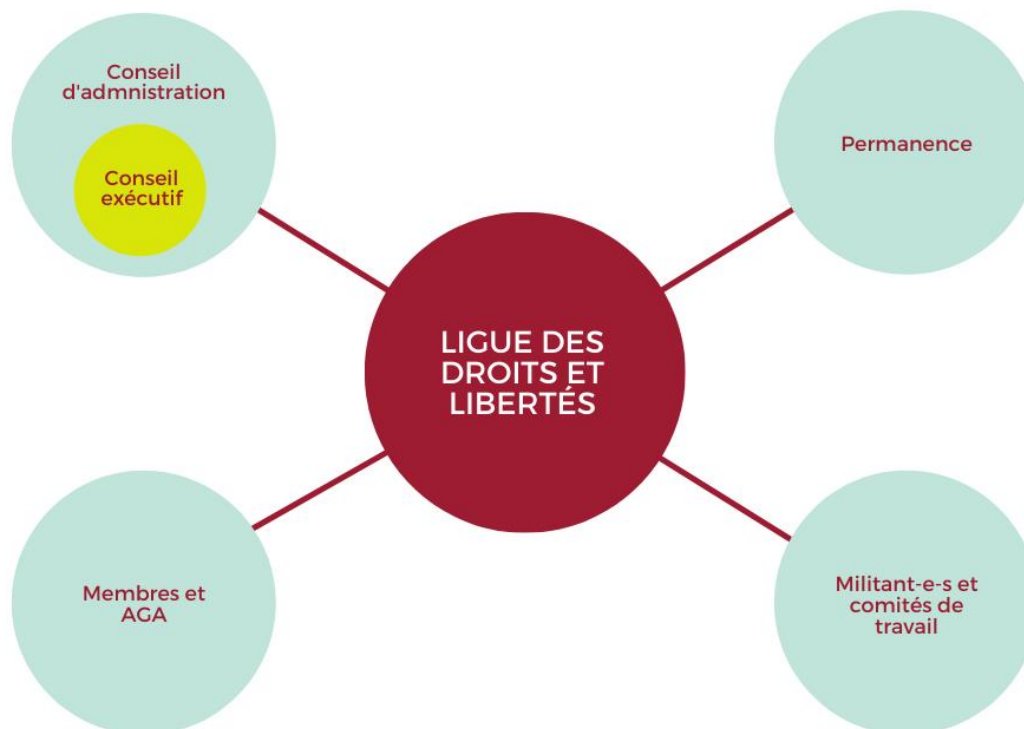
Un grand merci à chacun-e !

Permanence

Depuis août 2022, l'équipe de la permanence est stable et est constituée de quatre travailleuses aux postes de coordination, de responsable de l'administration et des finances, de responsable de la mobilisation et de responsable des communications. Cette année, en collaboration avec deux personnes déléguées du CE, un travail d'actualisation des descriptions de tâches a été effectué, permettant de mieux refléter l'évolution des tâches et responsabilités de chacune, certaines descriptions n'ayant pas été révisées depuis plusieurs années. Cela s'est aussi accompagné des négociations et du renouvellement de la politique de travail, en vigueur jusqu'au 1^{er} avril 2025.

La permanence a également pu compter sur la généreuse implication d'une stagiaire, Mona Pegon Pacaud, étudiante en édition de l'Université de Sherbrooke, qui a effectué un stage pour *Droits et libertés* de janvier à avril 2024.

Instances



Conseil exécutif

Alexandra Pierre, présidente; Sam Boskey, vice-président; Stéphanie Mayer, deuxième vice-présidente; Lucie Lamarche (jusqu'à octobre 2023) trésorière; Alexandre Petitclerc, trésorier; Pierre-Louis Fortin-Legriss, secrétaire.

Conseil d'administration

Michel Barrett, Sam Boskey, Maryève Boyer, Pierre-Louis Fortin-Legriss, Diane Lamoureux, Lucie Lamarche (jusqu'à octobre 2023), Josiane Maheu, Stéphanie Mayer, Philippe Néméh-Nombré (jusqu'à mars 2024), Louise Pelletier, Alexandre Petitclerc, Alexandra Pierre, Jacinthe Poisson, Paul-Etienne Rainville, François Saillant.

Équipe de la permanence

Laurence Guénette, coordonnatrice ; Karina Toupin, responsable de l'administration et des finances ; Elisabeth Dupuis, responsable des communications ; Lynda Khelil, responsable de la mobilisation.

Comités de travail



Comité liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique

Catherine Descôteaux, Nicole Fillion, Véronique Fortin, Jacinthe Poisson, Lynda Khelil

Comité surveillance des populations, intelligence artificielle et droits humains

Martine Éloy, Stéphane Leman-Langlois, Dominique Peschard, Anne Pineau, Lynda Khelil

Comité racisme systémique, exclusion sociale et laïcité de l'État

Michel Barrett, Sam Boskey, Maryève Boyer, Julien Caffin, Martine Éloy, Diane Lamoureux, Louise Pelletier, Mahamadou Soré, Lynda Khelil

Comité environnement et droits humains

Eléonore Loupforest, Dominique Peschard, Josiane Maheu, Frédéric Hareau, Laurence Guénette

Comité droits des peuples autochtones

Chantal Ide, François Saillant, Nelly Marcoux, Miriam Hatabi, Léa Serier, Laurence Guénette

Comités pratiques policières

Maryève Boyer, Virginie Dufresne-Lemire, Bertrand Guibord (CCMM-CSN), Rabih Habib, Jérémie Lamarche (RAPSIM), Line Lebrun, Eléonore Loupforest, Yacine Mansar, Jacinthe Poisson, Alexandre Popovic (CRAP), Ted Rutland, M'mah Nora Touré, Lynda Khelil

Sous-comité interpellations policières

Denis Barrette, Line Lebrun, Yacine Mansar, Jacinthe Poisson, M'mah Nora Touré, Lynda Khelil

Comité droit à la santé

Marie Carpentier, Nicole Filion, Vincent Greason, Lucie Lamarche, Mercedes Roberge, Léa Gagnon, Laurence Guénette

Comité enjeux carcéraux et droits des personnes en détention

Jean Claude Bernheim, Sylvie Bordelais, Sam Boskey, Kim Bouchard, Sandrine Carle-Landry, Mathilde Chabot-Martin, Catherine Chesnay, Delphine Gauthier-Boiteau, Nadia Golmier, Laurence Lallier-Roussin, Aurélie Lanctôt, Alexia Leclerc, Philippe Néméh-Nombré, Coline Moreau, Amélie Morin, Daniel Poulin-Gallant (Alter Justice), Valérine Pinel, Lynda Khelil

Comité 60^e anniversaire LDL – 75^e anniversaire DUDH

Diane Lamoureux, Paul-Etienne Rainville, Sam Boskey, Louise Pelletier, Elisabeth Dupuis, Karina Toupin

Comité revue *Droits et libertés*

Sam Boskey, Lucie Lamarche, Diane Lamoureux, Paul-Etienne Rainville, Louise Pelletier, Alexandra Pierre, Stéphanie Mayer, Elisabeth Dupuis, Laurence Guénette, Karina Toupin.

Section de Québec

Rapport d'activités
2023-2024

Aperçu d'une année d'anniversaire... et de transition!

La Section Québec a tenu son AGA le 21 septembre 2023. L'année 2023-2024 est plus calme que les autres : la Section Québec reprend des forces cette année. En février, Maxim Fortin, coordonnateur depuis 2018, a fait savoir qu'il quittait ses fonctions. Cette annonce a lancé un processus de transition qui, au passage, doit amener la section de Québec à réfléchir à la trajectoire qu'elle souhaite prendre pour les prochaines années. Une nouvelle personne prend les rênes de la coordination dès mai 2024.

Néanmoins elle a continué de souligner son 30^e anniversaire, en organisant une soirée collective de *ménage des archives* ainsi qu'une soirée festive au Centre Jacques Cartier à l'hiver 2024.

Le comité scolarisation a poursuivi son développement et sa mobilisation, et a notamment rédigé un article sur les bris de scolarisation pour la revue *Droits et libertés* sur l'éducation et les droits humains. Le Comité Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droits a tenu son exposition photos avant Noël, à l'Université Laval, sous le thème de *La part de nous restée à la frontière*.

La LDL- Section de Québec a offert six ateliers et conférences, notamment sur le profilage racial à Québec, sur le racisme systémique et sur la judiciarisation de l'itinérance. Elle a aussi assuré une représentation lors de plusieurs événements publics :

- Cérémonie de dévoilement de la plaque Olivier Lejeune, octobre 2023
- Obtention du prix *SOIT Actions sociales*, octobre 2023
- Projection et lancement du film *Des immigrants et des papillons*, novembre 2023
- Soirée d'ouverture du Mois de l'histoire des Noirs Beauce, février 2024
- Obtention du *prix Hommage* du Mois de l'Histoire des Noirs-Québec, mars 2024

La LDL- Section de Québec a également pris la parole lors d'une manifestation contre le projet de loi n° 15, Loi visant à rendre le système de santé plus efficace, en novembre 2023. Elle a tenu une conférence de presse sur le profilage racial lors d'interceptions routières par la police, en décembre 2023, et a coorganisé la manifestation liée à la Semaine d'actions contre le racisme en mars 2023. Finalement, la Section de Québec a joint le Comité pour la révision des règlements municipaux, lancée par *Droit de Cité* en janvier 2024.



Annexe 1

Liste des communiqués, interventions politiques et juridiques, publications, représentations et événements

1.1 Communiqués et interventions médiatiques

Droits des peuples autochtones

- Lettre ouverte - Le Soleil - [La CAQ et les peuples autochtones: une transformation profonde s'impose](#)
- 2 octobre 2023 (voir aussi : Le Droit, La Voix de l'Est, Le Nouvelliste, La Tribune, Le Quotidien)

Droits économiques, sociaux et culturels

- Article - Le Devoir - [Droits de la personne et transition écologique doivent aller de pair](#) - 30 mai 2023
- Mention - Le Devoir - [60 ans de mobilisation syndicale](#) - 22 novembre 2023
- Reportage - TVA Gatineau - [Un rapport demande l'ajout du droit au logement à la Charte québécoise](#)
- 19 janvier 2024

Droits humains

- Avis médias - La Ligue des droits et libertés célèbre 60 ans de droits en mouvements - 23 mai 2023
- Communiqué - [60 ans de la Ligue des droits et libertés - Droits en mouvements](#) - 29 mai 2023
- Article - Le Léopard - [60 ans de la Ligue des droits et libertés - Droits en mouvements - Vernissage de l'exposition et lancement de la revue \(leleopard.com\)](#) - 29 mai 2023
- Communiqué - [L'importance des droits humains | Tensions et contestations autour du projet Carrefour 40-55 à Trois-Rivières](#) - 3 juillet 2023
- Mention - Le Devoir - [Les "ordres" : la déraison d'État](#) - 15 juillet 2023
- Mention - La Presse - [Un riche parcours esthétique à Montréal](#) - 18 juillet 2023
- Mention - Le Soleil - [Timbres: les féministes Parent, Roback et Monet-Chartrand honorées](#) - 21 août 2023
(voir aussi : Le Droit, Le Nouvelliste, La Tribune, Le Quotidien, L'Hebdo Mékinac)
- Mention - La Presse - [Hommage à Simonne Monet Chartrand](#) - 28 août 2023
- Lettre ouverte - Le Devoir - [Pas d'identifiant numérique sans débat ni transparence](#) - 24 octobre 2023
- Mention - La Presse Canadienne - le fil radio - Actualités - conférence de presse sur la protection des locataires - 9 novembre 2023
- Avis médias - Retricoter le monde avec les droits humains - 28 novembre 2023
- Mention - La Presse Canadienne - le fil radio - Actualités - 75e DUDH - Retricoter le monde avec les droits humains - 1 décembre 2023
- Mention - La Presse Canadienne - le fil radio - [Actualités - 75e DUDH - Retricoter le monde avec les droits humains](#) - 8 décembre 2023
- Lettre ouverte - Le Devoir - [75 ans, plusieurs rides, mais toujours pertinente](#) - 9 décembre 2023
- Entrevue - CBC Television - [CBC Montreal News December 10, 2023](#) - 10 décembre 2023
- Reportage - Radio-Canada radio - Bulletin régional / CBF 10 décembre 2023 - 17 h - 10 décembre 2023
- Communiqué - [75e anniversaire - Déclaration universelle des droits de l'homme](#) - 10 décembre 2023

Racisme, exclusion sociale et laïcité de l'État

- Communiqué - [La Ligue des droits et libertés dénonce le renouvellement de la clause dérogatoire](#)
- 8 février 2024
- Reportage - Global News - [Quebec groups speak out against bill protecting secularism law](#) - 9 février 2024
- Avis - Le fil radio - Voici un aperçu des événements à venir durant les prochaines semaines
- 29 mars 2024

Liberté d'expression, droit de manifester et profilage politique

- Mention - Radio-Canada Trois-Rivières (radio) - [Rattrapage du lundi 3 juillet 2023 \(radio-canada.ca\)](#) - 3 juillet 2023
- Mention - Radio-Canada Trois-Rivières (télé) - 3 juillet 2023
- Mention - TVA Nouvelles - [Agrandissement du parc industriel 40-55: opération «dernière chance» pour les opposants](#) - 3 juillet 2023
- Mention - Radio-Canada (web) - [Trois-Rivières dans la mire de la Ligue des droits et libertés | Radio-Canada.ca](#) - 3 juillet 2023
- Mention - Le Nouvelliste - [Carrefour 40-55: la Ligue des droits et libertés entre dans la mêlée](#) - 3 juillet 2023
- Mention - Le Nouvelliste - [Carrefour 40-55: où sont les défenseurs du projet](#) - 4 juillet 2023
- Mention - Noovo Trois-Rivières - [Citoyenne mise en demeure à Trois-Rivières: le maire se dédouane \(encore\)](#) - 16 août 2023
- Mention - 106.9 FM Trois-Rivières - [Revue de presse du 106.9 FM](#) - 4 juillet 2023
- Mention - Le Nouvelliste - [Je veux pas avoir affaire avec elle... c'est une crise de folle](#) - 30 août 2023
- Article - La Presse - [La FTQ dénonce des accusations criminelles contre deux militants](#) - 25 novembre 2023
- Mention - Le Nouvelliste - [Les faits marquants de l'année à Trois-Rivières](#) - 2 janvier 2024

Palestine

- Communiqué - [Le gouvernement du Québec doit annuler sa décision - Ouverture d'un bureau du Québec à Tel-Aviv](#) - 6 mars 2024
- Entrevue - CBC News - Palestine - 15 mars 2024
- Avis médias - Manifestation 23 MARS 2024 - Coalition du Québec URGENCE Palestine - 18 mars 2024
- Mention - Le Devoir - [Quoi surveiller aujourd'hui?](#) - 20 mars 2024
- Article - Le Devoir - [Une coalition de 200 organisations prépare une grande mobilisation en soutien à Gaza](#) - 20 mars 2024
- Article - La Presse - [Soutien à la Palestine - Près de 200 organisations préparent une grande mobilisation à Montréal](#) - 20 mars 2024
- Article - MSN - [Gaza: 200 organisations préparent une grande mobilisation à Montréal](#) - 20 mars 2024
- Avis - Le fil radio - Gaza: 200 organisations préparent une grande mobilisation à Montréal - 20 mars 2024
- Article - Noovo - [Gaza: une coalition québécoise dénonce «la complicité du Canada»](#) - 20 mars 2024
- Article - Hebdo Mékinac - [Gaza: 200 organisations préparent une grande mobilisation à Montréal](#) - 20 mars 2024
- Reportage - Noovo - [Gaza: une coalition québécoise dénonce «la complicité du Canada»](#) - 20 mars 2024
- Communiqué - [Manifestation 23 MARS 2024 - Coalition du Québec URGENCE Palestine](#) - 20 mars 2024
- Mention - La Tribune - [Des Sherbrookoïses pressent le fédéral de prendre ses responsabilités pour le maintien de la paix](#) - 23 mars 2024
- Article - Radio-Canada - [Manifestation pro-palestinienne à Montréal pour « rendre visible l'indignation »](#) - 24 mars 2024
- Mention - Radio-Canada - Manifestation en solidarité au peuple palestinien à Montréal - 24 mars 2024
- Article - La Presse - [Une large coalition réclame un cessez-le-feu à Montréal](#) - 24 mars 2024

Police et mécanismes de surveillance des pratiques policières

- Avis médias - PL 14 - Les reculs importants dénoncés par la Ligue des droits et libertés - 3 avril 2023
- Article - La Presse - [Une loi ne suffira pas, affirme le SPVM](#) - 4 avril 2023
- Communiqué - [PL 14 sur la police - De graves reculs dénoncés](#) - 4 avril 2023
- Article - MSN - [La Ligue des droits et libertés réclame une enquête sur la mort de Koray Kevin Celik \(msn.com\)](#) - 22 avril 2023
- Article - Le Devoir - [La Ligue des droits et libertés réclame une enquête sur la mort de Koray Kevin Celik](#) - 22 avril 2023
- Article - La Presse - [La Ligue des droits et libertés réclame une enquête](#) - 22 avril 2023

- Article - Radio-Canada - [Frappé par des policiers : nouvelle enquête réclamée sur la mort de Koray Kevin Celik](#) – 22 avril 2023
- Bulletin - La Presse Canadienne -le fil radio Bulletin de nouvelles de 20 heures de La Presse Canadienne – 22 avril 2023
- Communiqué - [Rapport du coroner sur le décès de K. K. Celik – La décision du DPCP de ne pas porter d'accusation doit être révisée](#) – 22 avril 2023
- Article - Le Reflet du Lac - [La Ligue des droits et libertés réclame une enquête sur la mort de Koray Kevin Celik](#) – 23 avril 2023
- Article - Journal Métro - [Mort de Koray Kevin Celik : une nouvelle enquête demandée](#) – 23 avril 2023
- Avis médias - Le droit de porter plainte en déontologie policière doit demeurer accessible à tous – 5 mai 2023
- Lettre ouverte - Le Devoir - [Le PL 14, un recul historique du système de déontologie policière](#) – 6 mai 2023
- Article - Le Reflet du Lac - [Déontologie policière: le projet de loi 14 sévèrement critiqué](#) – 6 mai 2023
- Article - En Beauce - [Déontologie policière: le projet de loi 14 sévèrement critiqué](#) – 6 mai 2023
- Bulletin - La Presse Canadienne -le fil radio -Bulletin de nouvelles de 15 h 30 de La Presse Canadienne – 8 mai 2023
- Communiqué - [Le droit de porter plainte en déontologie policière doit demeurer accessible à tous](#) – 8 mai 2023
- Article - Radio-Canada - [Les chefs de police du Québec défendent le droit d'intercepter au hasard sur la route](#) – 10 mai 2023
- Mention - Le Devoir - [Quoi surveiller aujourd'hui](#) – 19 juin 2023
- Article - Journal de Montréal - [Mort après une intervention policière: la mise en place d'un comité indépendant réclamée](#) – 19 juin 2023
- Article - TVA Nouvelles - [Mort après une intervention policière: la mise en place d'un comité indépendant réclamée](#) – 19 juin 2023
- Article - CityNews Montréal - [Death of Koray Kevin Celik, calls for an independent committee to re-examine the case](#) – 19 juin 2023
- Article - CBC News - [Family of man who died after police intervention calls on Quebec Justice Ministry to open independent review](#) – 19 juin 2023
- Article - Journal Métro - [Affaire Koray Kevin Celik : la famille réclame la création d'un comité indépendant](#) – 19 juin 2023
- Communiqué - [Mise en place d'un comité indépendant pour ré-examiner la preuve en matière criminelle](#) – 19 juin 2023
- Article - La Presse - [Les policiers pourront encore interpellé sans motif](#) – 23 juin 2023
- Mention - The Suburban - [Dagher pledges "cultural" overhaul but random stops to continue](#) – 1 juillet 2023
- Communiqué - [Adoption du PL 14 – Quelle place autour de la table pour la société civile dans l'élaboration de la ligne directrice sur les interpellations policières?](#) – 3 octobre 2023
- Article - Le Soleil - [CONTRÔLES D'IDENTITÉ | Le ministre Bonnardel sommé de serrer la vis aux policiers](#) – 29 novembre 2023 (voir aussi : La Voix de l'est, Le Droit, La Tribune)
- Lettre ouverte - Le Soleil - [«Nous déplorons, M. Bonnardel, que vous n'avez pas prévu la tenue d'une consultation publique»](#) – 29 novembre 2023 (voir aussi : La Voix de l'est, Le Droit, La Tribune)
- Article - La Converse - [Déontologie policière : une réforme qui favorise le lobby policier au détriment des familles de victimes?](#) – 5 janvier 2024

Enjeux carcéraux et droits des personnes incarcérées

- Article - The Globe and Mail - [Quebec illegally detained hundreds of people for days to months, documents show](#) – 20 mai 2023
- Article - CBC Television - [Globe and Mail first reported 450 prisoners detained beyond their release date since 2012](#) – 20 mai 2023
- Article - L'autre parole - [Des lieux de militance qui changent le monde](#) – 19 juin 2023
- Communiqué - [Prisons – À l'approche des fêtes, des organisations communautaires préoccupées par les bris de services et les atteintes aux droits](#) – 20 décembre 2023

- Reportage - Noovo - [Les prisons débordent, mais Québec «ne semble pas admettre le problème»](#) - 1 janvier 2024
- Article - CTV - [Deaths in Quebec prisons rise by 87 per cent: study](#) - 21 février 2024
- Article - CityNews Montreal - [Quebec prison deaths rise 87 per cen: study](#) - 21 février 2024
- Article - The Gazette - [Quebec prison deaths increased by 87% over 13 years: study](#) - 21 février 2024
- Article - Noovo - [Hausse marquée de 87% des décès dans les prisons du Québec](#) - 21 février 2024
- Article - La Presse - [Hausse marquée de 87% des décès dans les prisons du Québec](#) - 21 février 2024
- Article - MSN - [Hausse marquée de 87% des décès dans les prisons du Québec](#) - 21 février 2024
- Article - En Beauce - [Hausse marquée de 87% des décès dans les prisons du Québec](#) - 21 février 2024
- Mention - Radio-Canada - [Midi-info](#) - 21 février 2024
- Article - Radio-Canada - [Hausse marquée du nombre de suicides en prison au Québec pendant la pandémie](#) - 21 février 2024
- Communiqué - [Mourir de la prison au Québec](#) - 21 février 2024
- Reportage - Pivot - [Augmentation fulgurante des morts dans les prisons provinciales](#) - 27 février 2024
- Entrevue - Lévis CJMD 96,9 - [Politiguy correct-Laurence Guénette](#) - 27 février 2024
- Article - CBC News - [Renovations at dilapidated Hull jail badly needed, say advocates](#) - 15 mars 2024
- Entrevue - Radio-Canada - [La vétusté de la prison de Hull et les conditions de vie des détenus](#) - 15 mars 2024

Profilages racial et social

- Article - MSN - [Interdiction du profilage racial: une loi ne suffira pas, selon le SPVM](#) - 4 avril 2023
- Article - TVA Nouvelles - [Trop encadrer les interpellations aléatoires est risqué, croit Yves Francoeur](#) - 4 avril 2023
- Avis médias - Manifestation contre le profilage racial policier au Québec -23 mai 2023
- Mention - Le Devoir - [Quoi surveiller aujourd'hui](#) - 25 mai 2023
- Communiqué - [Manifestation \(27 mai\) contre le profilage racial policier au Québec](#) - 25 mai 2023
- Article - MSN - [Manifestation contre le profilage racial et le projet de loi 14 à Montréal](#) - 27 mai 2023
- Article - Le Devoir - [Manifestation contre le profilage racial et le projet de loi 14 à Montréal](#) - 27 mai 2023
- Article - Journal Métro - [Montréal: une manifestation contre le profilage racial](#) - 27 mai 2023
- Article - Radio-Canada - [Manifestation à Montréal pour dénoncer le profilage racial](#) - 27 mai 2023
- Mention - La Presse - [Des manifestants marchent contre le profilage racial à Montréal](#) - 28 mai 2023
- Communiqué - [Il est urgent d'interdire les interpellations policières - Publication d'un second rapport accablant sur le profilage au SPVM](#) - 22 juin 2023
- Mention - Le Devoir - [La lutte aux profilages, une priorité aux oubliettes?](#) - 4 juillet 2023
- Article - Le Devoir - [Interpellations policières – Une pratique « injustifiable »](#) - 5 juillet 2023
- Lettre ouverte - Le Devoir - [Mettre fin à la pratique arbitraire des interpellations est un impératif](#) - 28 août 2023
- Avis médias - Un écran fumée pour masquer la poursuite du profilage racial et social - 7 décembre 2023
- Reportage - TVA Gatineau - [Profilage racial : une ligne directrice sur les interpellations policières qui dérange](#) - 8 décembre 2023
- Communiqué - [Ligne directrice sur les interpellations - Un écran de fumée : le profilage racial et social continue](#) - 8 décembre 2023
- Article - Le Soleil - [Le profilage racial toujours bien présent, dénonce un organisme](#) - 9 décembre 2023 (voir aussi : La Tribune, Le Droit, Le Nouvelliste, Le Quotidien, La Voix de l'est)
- Article - Le Devoir - [François Bonnardel envoie ses directives sur les interpellations policières](#) - 5 janvier 2024

Droit à la santé

- Avis médias - Une vaste coalition d'organismes alarmés par le Plan santé et le PL 15 - Stoppons la machine! - 11 avril 2023
- Article - MSN - [Une coalition s'oppose à la réforme du réseau de la santé proposée par Christian Dubé](#) - 13 avril 2023
- Article - MSN - [Une coalition veut «stopper» Santé Québec](#) - 13 avril 2023

- Article - Le Reflet du Lac - [Une coalition s'oppose à la réforme du réseau de la santé proposée par Christian Dubé](#) – 13 avril 2023
- Article - Chambly Express - [Une coalition s'oppose à la réforme du réseau de la santé proposée par Christian Dubé](#) – 13 avril 2023
- Article - La Presse - [Une coalition s'oppose à la réforme Dubé](#) – 13 avril 2023
- Article - Noovo - [Une coalition s'oppose à la réforme du réseau de la santé de Christian Dubé](#) – 13 avril 2023
- Article - Le Devoir - [Une coalition veut «stopper» Santé Québec](#) – 13 avril 2023
- Article - Montreal Gazette - [Coalition formed to oppose Quebec's health-network reform](#) – 13 avril 2023
- Article - I Heart radio - [Stop the machine!': Groups oppose Dube's health reform plan](#) – 13 avril 2023
- Communiqué - [A broad coalition of organizations alarmed by the Health Plan and Bill 15 – Stop the machine!](#) – 13 avril 2023
- Communiqué - [Une vaste coalition d'organismes alarmés par le Plan santé et le PL 15 – Stoppons la machine!](#) – 13 avril 2023
- Article - Le Courrier du Sud - [Une coalition s'oppose à la réforme du réseau de la santé proposée par Christian Dubé](#) – 14 avril 2023
- Mention - Le Devoir - [La 2, Actualités](#) – 14 avril 2023
- Mention - Le Devoir - [Que penser du nouveau Plan Santé](#) – 29 avril 2023
- Lettre ouverte - Le Soleil - [Projet de loi sur la santé: un déficit démocratique majeur alors que des dizaines de groupes sont laissés de côté](#) – 23 mai 2023 (voir aussi :Le Quotidien, Le Droit, Le Nouvelliste, La Tribune, La Voix de l'est)
- Article - Le Soleil - [Wô les moteurs disent 55 organismes à Dubé](#) – 23 mai 2023 (voir aussi : Le Quotidien, Le Droit, Le Nouvelliste, La Tribune, La Voix de l'est)
- Lettre ouverte - La Presse - [Droit à la santé | La population doit participer aux prises de décision | La Presse](#) – 5 juin 2023
- Lettre ouverte - La Presse - [Privatisation en santé | Le besoin de re-poser les termes du débat | La Presse](#) – 12 juin 2023
- Lettre ouverte - La Presse - [La privatisation en santé](#) – 19 juin 2023
- Mention - Le Devoir - [Elle ne nous écoute pas](#) – 22 juin 2023
- Mention - La Presse - [Une fausse bonne idée](#) – 24 juin 2023
- Lettre ouverte - Le Devoir - [Le droit à la santé nous échappe!](#) – 20 septembre 2023
- Article - Infos Laurentides - [D'autres travailleurs de la santé dénoncent le PL 15](#) – 25 octobre 2023
- Article - L'Éveil Saint-Eustache - [D'autres travailleurs de la santé dénoncent le PL 15](#) – 25 octobre 2023
- Article - Infos Mirabel - [D'autres travailleurs de la santé dénoncent le PL 15](#) – 25 octobre 2023
- Communiqué - [Adoption du PL15 sous bâillon – Un affront intolérable au processus démocratique](#) – 8 décembre 2023
- Lettre ouverte - Le Devoir - [Le ministre demeure responsable du respect du droit à la santé](#) – 18 mars 2024

Surveillance des populations, intelligence artificielle et droits humains

- Mention - La Presse - [Des organisations et des experts soutiennent que la loi sur l'IA est "inadéquate"](#) – 25 septembre 2023
- Mention - Radio-Canada - [Le projet de loi sur l'IA jugé inadéquat par des spécialistes](#) – 26 septembre 2023
- Mention - L'Écho de Maskinongé - [Des organisations et des experts soutiennent que la loi sur l'IA est "inadéquate"](#) – 26 septembre 2023
- Mention - L'Avenir et des Rivières - [Des organisations et des experts soutiennent que la loi sur l'IA est "inadéquate"](#) – 26 septembre 2023
- Mention - L'Hebdo du Saint-Maurice - [Des organisations et des experts soutiennent que la loi sur l'IA est "inadéquate"](#) – 26 septembre 2023
- Mention - Granby Express - [Des organisations et des experts soutiennent que la loi sur l'IA est "inadéquate" – 26 septembre](#) 2023
- Mention - L'Hebdo Mékinac - [Des organisations et des experts soutiennent que la loi sur l'IA est "inadéquate"](#) – 26 septembre 2023

- Mention - Radio-Canada web - [Ottawa fait-il fausse route avec sa loi sur l'IA?](#) – 2 novembre 2023
- Communiqué - [PL 38 – Des pouvoirs exorbitants pour des finalités inconnues](#) – 21 novembre 2023

1.2 Interventions politiques et juridiques

Interventions devant les instances canadiennes, québécoises et autres

- Allocution et présentation du mémoire de la LDL devant la Commission des institutions de l'Assemblée nationale, dans le cadre des consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 14, *Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues*, 4 avril 2023.
- Rencontre virtuelle avec le député de Saint-Henri-Sainte-Anne, Guillaume Cliche-Rivard, en compagnie d'une avocate représentant la famille de Koray Kevin Celik, tué lors d'une intervention policière le 6 mars 2027 à L'Île-Bizard.
- Questions posées lors de la période de questions du public de la séance de la Commission de la sécurité publique de Montréal sur le rapport annuel 2022 du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), au sujet de la révision des règlements municipaux porteurs de profilages racial et social, du non-respect des délais légaux de traitement des demandes d'accès à l'information par le SPVM, de lutte contre le profilage racial, du deuxième rapport sur les interpellations policières, et du droit de manifester, 20 juin 2023.
- Questions posées lors de la période de questions du public du Conseil municipal de la Ville de Montréal, au sujet du deuxième rapport sur les interpellations policières rendu public le 22 juin 2023 et l'adhésion de l'administration au rejet d'un moratoire sur les interpellations policières par le SPVM, la révision des règlements municipaux porteurs de profilages racial et social, et les démarches effectuées auprès du gouvernement afin de modifier la composition de la Commission de la sécurité publique, 21 août 2023.
- Rencontre avec le responsable du soutien aux élu-e-s en matière de sécurité publique au cabinet de la mairesse et du comité exécutif de la Ville de Montréal, Ryan Worms, 28 août 2023.
- Question posée lors de la période de questions du public du Conseil d'agglomération de Montréal, au sujet de la pratique des interpellations policières, 21 septembre 2023.
- Rencontre virtuelle avec le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, avec plusieurs organisations de la société civile, 12 octobre 2023.
- Rencontre avec le ministre de la Cybersécurité et du Numérique, Éric Caire, au sujet du développement des services numériques de l'État, des processus gouvernementaux qui entourent le numérique et de l'intelligence artificielle, dans le cadre de sa tournée *Connexions – Plus fort, plus loin, plus numérique*, 20 octobre 2023.
- Question posée lors de la période de questions du public de la Commission de la sécurité publique, au sujet de l'engagement de la Ville de tenir une séance publique sur le 2^e rapport sur les interpellations policières, 24 octobre 2023.
- Questions posées lors de la période de questions du public du Conseil municipal de la Ville de Montréal, pour demander à nouveau la tenue d'une séance publique de la Commission de la sécurité publique sur le 2^e rapport sur les interpellations policières, 20 novembre 2023.
- Rencontre semestrielle avec la présidence et la vice-présidence de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ), 22 novembre 2024.
- Rencontre virtuelle avec le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, dans le cadre d'une table ronde sur les documents d'orientation provisoires sur la biométrie avec plusieurs organisations de la société civile, 12 décembre 2023.
- Rencontre virtuelle avec le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, avec plusieurs organisations de la société civile, 21 février 2024.
- Rencontre virtuelle avec quatre conseillers politiques et juridiques du cabinet du ministre fédéral de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Marc Miller, pour discuter du programme de

régularisation des personnes sans statut, en présence d'une délégation composée de représentant-e-s du secteur syndical, d'organismes d'aide aux personnes migrantes, de personnes à statut précaire et sans statut et de la LDL, 19 mars 2024.

Lettres et campagne de lettres

- Lettre au premier ministre du Canada, Justin Trudeau, exigeant la suspension des détentions et des déportations de personnes migrantes en attendant qu'un programme de régularisation soit proposé et mis en place, 1^{er} avril 2023.
- Lettre au maire de la Ville de Sainte-Thérèse, Christian Charron, au sujet des règlements municipaux entravant l'exercice du droit de manifester, 23 mai 2023.
- Lettre aux élu-e-s membres de la Commission de la sécurité publique de Montréal, demandant la tenue d'une séance publique sur le rapport sur les interpellations policières rendu public le 22 juin 2023, *Interpellations policières et profilage racial - Contextualisation de la pratique d'interpellation à la lumière de l'identité racisée des personnes interpellées et évaluation de la nouvelle politique d'interpellation*, 16 août 2023.
- Lettre à la mairesse de la Ville de Montréal, Valérie Plante, et au responsable de la sécurité publique au Comité exécutif, Alain Vaillancourt, demandant que la Ville mette fin aux interpellations policières à Montréal, en débutant par un moratoire comme recommandé par l'équipe de chercheur-e-s du rapport publié le 22 juin 2023, 18 août 2023.
- Lettre au ministre de la Sécurité publique, François Bonnardel, au président de la Commission des institutions, André Bachand, aux député-e-s de l'opposition, Jennifer Maccarone et Andrés Fontecilla, contenant des commentaires additionnels concernant le droit de porter plainte en déontologie policière et la pratique de l'interpellation policière, en prévision de la poursuite de l'étude détaillée du projet de loi n° 14, 8 septembre 2023.
- Lettre au ministre de la Sécurité publique, François Bonnardel, co-signée par 36 organisations, au sujet de la ligne directrice sur les interpellations policières et le cadre de collecte de données du ministère de la Sécurité publique, 8 novembre 2023.
- Lettre aux élu-e-s membres de la Commission de la sécurité publique de Montréal, co-signée par 21 organisations, demandant la tenue d'une séance publique sur le deuxième rapport sur les interpellations policières, 22 novembre 2023.
- Lettre au premier ministre du Canada, Justin Trudeau, et à la ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, co-signée avec la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), demandant au gouvernement du Canada de respecter ses obligations en vertu du droit international et d'intervenir pour le respect des droits humains devant les violences en cours à Gaza, notamment en appelant à un cessez-le-feu, 8 décembre 2023.
- Lettre au premier ministre du Canada, Justin Trudeau, et à la ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, co-signée avec la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), demandant au gouvernement du Canada d'imposer un embargo immédiat sur les armes à destination d'Israël et de rétablir le financement octroyé à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), 23 février 2024.
- Lettre collective au premier ministre du Québec, François Legault, et à la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Martine Biron, demandant au gouvernement du Québec d'annuler l'ouverture d'un bureau du Québec à Tel-Aviv et de suspendre ses liens de coopération avec Israël, et demandant une rencontre, co-signée par 23 organisations, 5 mars 2024.

Appuis

- Appui au [communiqué](#) d'Amnistie internationale Canada francophone, condamnant l'élargissement de l'Entente sur les tiers pays sûrs et la fermeture du chemin Roxham, 4 avril 2023.

- Appui à une lettre collective transmise au ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, François-Philippe Champagne, demandant au gouvernement de retirer le projet de Loi sur l'intelligence artificielle et les données (LIAD) du projet de loi C-27 et de tenir des consultations sérieuses, 23 avril 2023
- Appui à une [pétition](#) initiée par la Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux (COMRADES) sur le site de l'Assemblée nationale du Québec, demandant au gouvernement du Québec de négocier une solution afin de loger en appartement les membres de la communauté de rue vivant sous l'autoroute Ville-Marie, 18 avril 2023.
- Appui à une [lettre collective](#) transmise à la ministre responsable de la Condition féminine, Martine Biron, demandant de faire de mettre fin à la précarité menstruelle, à l'initiative du Regroupement des groupes de femmes de la Capitale-Nationale, du Réseau québécois d'action pour la santé des femmes, de la Fédération des femmes du Québec et du Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec, à l'occasion de la Journée mondiale pour la santé des femmes et la santé menstruelle, 27 mai 2023.
- Appui à un [communiqué](#) du Centre des travailleuses et travailleurs immigrants et des groupes de la coalition pour la régularisation, *À bout de patience : 28 organisations exhortent le gouvernement Trudeau à régulariser sans délai les personnes sans papiers*, 6 juin 2023.
- Appui au [mémoire](#) d'une coalition d'organisations proposant des amendements au projet de loi C-26, *Loi concernant la cybersécurité, modifiant la Loi sur les télécommunications et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois*, 20 juin 2023.
- Appui au [communiqué](#) de presse intitulé *21 organisations communautaires et syndicales réclament des politiques axées sur l'immigration permanente et respectueuses des droits humains*, 12 septembre 2023.
- Appui à une [lettre](#) de l'Association des juristes progressistes et du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) intitulée *50 ans de recul pour le droit au logement*, publiée dans *Le Devoir*, 16 septembre 2023.
- Appui à une [lettre collective](#) transmise au ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, François-Philippe Champagne, exprimant des réserves concernant la *Loi sur l'intelligence artificielle et les données* (LIAD) énoncée dans la partie 3 du projet de loi C-27, 25 septembre 2023.
- Appui à une [lettre ouverte](#) *Non à la mise sous tutelle médicale de la pratique sage-femme!* initiée par le Regroupement des sages-femmes du Québec, publiée dans *La Presse, Le Devoir, Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec*, 27 septembre 2023.
- Appui à une [lettre ouverte](#) *Après de longues batailles juridiques, qu'en est-il de l'accès aux services de garde? !* du Comité accès garderie pour demandeuses et demandeurs d'asile, octobre 2023.
- Appui au [communiqué](#) de la Campagne québécoise pour la régularisation des personnes sans statut migratoire, *Régularisez maintenant les personnes sans papiers : Trudeau doit tenir ses promesses!*, 21 octobre 2023.
- Appui à une [lettre ouverte](#) *Réforme Dubé : une absence évidente de consensus!* de la Coalition solidarité santé, signée par 200 organisations, associations et groupes issus des milieux coopératif, communautaire, médical et syndical, 25 octobre 2023.
- Appui à une [lettre](#) de la Coalition Right2YourFace transmise au ministre de la Sécurité publique, Dominic LeBlanc, au ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, François-Philippe Champagne, et au président du Comité permanent de l'industrie et de la technologie de la Chambre des communes, Joël Lightbound, concernant les impacts du projet de loi C-27 sur la surveillance des technologies de reconnaissance faciale, 1^{er} novembre 2023.
- Appui à la [déclaration](#) *Cessez le feu et mettez fin au siège pour assurer une paix juste et durable* dans le contexte des violences en Palestine et en Israël, 10 novembre 2023.
- Appui au [manifeste](#) *Pour un avenir énergétique juste et viable* du Front commun pour la transition énergétique, 30 novembre 2023.
- Appui à une [lettre ouverte](#) exigeant la régularisation des personnes sans statut, *Cessez les déportations, régularisez les sans-papiers!*, à l'occasion de la Journée internationale des migrants, 18 décembre 2023.

- Appui à une [lettre collective](#) transmise aux députés et président du Comité permanent de l'industrie et de la technologie de la Chambre des communes, Joël Lightbound, demandant un renvoi de la proposition de *Loi sur l'intelligence artificielle et les données* (LIAD) prévu dans le projet de loi C-27 pour une consultation publique complète et une nouvelle rédaction, 14 décembre 2023.
- Appui à une lettre transmise au ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Marc Miller, demandant une rencontre au sujet du programme de régularisation des personnes sans statut, par des organisations mobilisées pour la régularisation dont le Centre des travailleuses et travailleurs immigrants, Solidarité sans frontières et la LDL, décembre 2023.
- Appui à la [campagne](#) *Lobbys : halte aux dérapages* de la Coalition mon OSBL n'est pas un lobby, décembre 2023.
- Appui une [lettre collective](#) transmise aux députés et président du Comité permanent de la sécurité publique et nationale de la Chambre des communes, Heath MacDonald, concernant les impacts du projet de loi S-210, *Loi limitant l'accès en ligne des jeunes au matériel sexuellement explicite*, 29 janvier 2024.
- Appui à une [lettre collective](#) au premier ministre du Canada Justin Trudeau ainsi qu'à plusieurs ministres fédéraux, demandant que le Canada accepte les recommandations formulées dans le cadre de l'Examen périodique universel à l'effet d'assurer l'accès aux soins de santé sans discrimination fondée sur le statut migratoire, et qu'il applique la décision du Comité des droits de l'homme des Nations unies dans l'affaire *Nell Toussaint c. Canada*, à cet effet, initiée par le *Social Rights Advocacy Center*, 20 janvier 2024.
- Appui à une [lettre collective](#) *Pour en finir avec le Free Mining* en soutien à la première nation Mitchikanibikok Inik qui conteste la *Loi sur les mines* devant la Cour supérieure, publiée dans *Le Devoir*, 19 février 2024.
- Appui aux [démarches de M. Jan Zawilski](#) pour la reconnaissance de la discrimination systémique envers les personnes en situation de handicap, dans le déni d'accès à la vidéodescription du contenu télévisuel des télédiffuseurs canadiens, 16 février 2024.
- Appui à l'[appel](#) *Ensemble pour Gaza et la Palestine! Ensemble pour la justice et la paix!* de la Coalition du Québec URGENCE Palestine, et à la mobilisation du 23 mars 2024 en solidarité avec le peuple palestinien et dénonçant la complicité du Canada dans les actes génocidaires commis par Israël dans la bande de Gaza, 26 février 2023.
- Appui à la [Déclaration](#) de Health Workers Alliance for Palestine s'opposant à l'adoption et l'utilisation de la définition de l'antisémitisme de l'International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) dans les facultés et institutions de santé, 26 mars 2024.

Autres formes d'intervention, y compris indirectes

- Participation à une séance de réflexion et mobilisation du Musée canadien des droits de la personne dans le cadre de leur processus de planification stratégique, 27 avril 2023.
- Participation à la rencontre de réflexion stratégique de la Coalition pour la régularisation des personnes sans statut, 15 février 2024.

1.3 Publications

a) Revue *Droits et libertés*

- Édition spéciale : *1963-2023 : Droits en mouvements*, printemps/été 2023.
- Dossier : *Éducation et droits humains*, automne 2023/hiver 2024.

b) Mémoires

- **Mémoire** sur le projet de loi n° 14, *Loi modifiant diverses dispositions relatives à la sécurité publique et édictant la Loi visant à aider à retrouver des personnes disparues*, 4 avril 2023.
- **Mémoire** sur les lignes directrices 2023-1 sur les critères de validité du consentement en matière de protection des renseignements personnels, dans le cadre de consultations menées par la Commission d'accès à l'information du Québec, 22 juin 2023.
- **Mémoire** sur le projet de loi n° 38, *Loi modifiant la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement et d'autres dispositions législatives*, 21 novembre 2023.
- **Mémoire** sur le cadre d'analyse des droits humains et le droit à la santé, déposé dans le cadre des États généraux sur le travail social, du 25 au 27 octobre 2023.
- **Mémoire** sur le *Document d'orientation provisoire à l'intention des institutions publiques sur le traitement des données biométriques* dans le cadre de consultations menées par le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (CPVP), 12 janvier 2024.

c) Outils de sensibilisation

- Publication des **vignettes** *Stoppons la machine!* série de dix vignettes en français et en anglais élaborés en collaboration avec la Coalition Riposte au plan santé, alertant sur les reculs du droit à la santé et les reculs démocratiques que représente le Plan santé, avril 2023.
- Publication d'un **texte** proposant un retour sur la *conférence Regards croisés sur les droits des personnes migrantes* qui a eu lieu le 22 février 2023 et une réflexion sur la conjoncture qui comprend la fermeture du chemin Roxham en mars 2023 ainsi que la mobilisation de nombreux groupes pour la régularisation de toutes les personnes sans statut, mars 2024.
- **Brochure** d'éducation aux droits *Le droit à un environnement sain : trois piliers démocratiques à défendre*, 20 pages, mars 2024.

d) Déclarations

- La Ligue des droits et libertés préoccupée par la montée de la transphobie, 21 septembre 2023.
- Palestine/Israël – La Ligue des droits et libertés appelle au respect des droits humains et du droit international, 1^{er} novembre 2023.
- Commentaire – Impacts de l'enquête menée sur deux organismes communautaires de la communauté chinoise de Montréal, 1^{er} décembre 2023.
- La Ligue des droits et libertés préoccupée par l'augmentation des actes antisémites et islamophobes, 21 décembre 2023.
- Comité des sages sur l'identité de genre : Quelle légitimité? 20 février 2024.

e) Infolettres

- 21 infolettres régulières envoyées aux membres et aux sympathisant-e-s inscrit-e-s à la liste de contacts.
- 27 infolettres spéciales envoyées aux membres et aux sympathisant-e-s inscrit-e-s à la liste de contacts.

f) Carnets

- *Entre la violation et la réclamation des droits des personnes qui résident en campement : À qui la rue?* Caroline Leblanc et al, 11 mai 2023.

- *Deux siècles d'exclusion des Chinois : la lutte contre la sinophobie continue*, May Chiu et Estelle Mi, 29 juin 2023.
- *La tragédie ferroviaire de Lac-Mégantic*, Éléonore Loupforest et Laurence Guénette, 6 juillet 2023.
- *Rappelons-nous les stérilisations imposées aux femmes autochtones au Québec*, Léa Landel, 27 septembre 2023.
- *Être propriétaire n'est pas un droit absolu*, Alexandre Petitclerc, 9 novembre 2023.
- *Le diabète et l'âgisme*, Lizanne Lagarde, 13 décembre 2023.
- *La santé publique mondiale repensée avec la révision du règlement sanitaire de l'OMS*, Gabriel Blouin-Genest, 19 janvier 2024.
- *Témoignage d'une lutte contre la discrimination – Longue épopée pour l'accessibilité des produits télévisuels*, Jan Zawilski, 8 mars 2024.

g) Représentations

- Prise de parole de Lynda Khelil lors d'une manifestation à Montréal contre le profilage racial au Québec, 27 mai 2023.
- Présentation de M'mah Nora Touré et Jacinthe Poisson lors de la soirée de réflexion et d'échange sur le profilage racial, les interceptions routières sans motif et les interpellations policières, organisée par le Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN), 20 avril 2023.
- Allocution de Laurence Guénette au panel *Politiques d'immigration et luttes des sans-papiers au Canada*, dans le cadre de La Grande Transition, en compagnie de Solidarité sans frontières, Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) et le Centre des travailleuses et travailleurs immigrants (CTTI), 20 mai 2023.
- [Webinaire](#) *Le droit à la santé nous échappe*, par Lucie Lamarche et Nicole Filion, organisé par la Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux (COMRADES) et la Faculté de droit l'université Laval, 5 mai 2023.
- Prise de parole de Laurence Guénette lors de la conférence de presse organisée par la famille de Koray Kevin Celik, avec la Coalition contre la répression et les abus policiers, demandant au ministre de la Justice, Simon Jolin-Barrette, la création d'un comité indépendant afin de réexaminer la preuve dans le dossier d'enquête sur son décès lors d'une intervention policière le 6 mars 2017, 19 juin 2023.
- Participation de Laurence Guénette à titre de personne ressource au Programme international de formation aux droits humains (PIFDH) d'Equitas pour les ateliers sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et sur le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), 22 et 23 juin 2023.
- Allocution de Laurence Guénette au sujet des reculs et des déficits démocratiques notamment en santé et services sociaux, lors de l'Assemblée virtuelle de mobilisation de la Coalition Main Rouge *La CAQ dérape*, 3 octobre 2023.
- Présentation de Diane Lamoureux sur l'histoire des luttes dans le cadre du colloque *Défense collective des droits: rassembler, réenchanter, agir* organisé par le Mouvement d'éducation populaire de Lanaudière (MEPAL), 9 novembre 2023.
- Participation de Laurence Guénette à une session d'engagement de la société civile organisée par [Equitas dans le cadre du quatrième Examen périodique universel du Canada](#) (EPU4), 6 décembre 2023.
- Participation de Alexandre Petitclerc et Laurence Guénette à une rencontre promotionnelle de la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) au Canada, 13 décembre 2023.
- Prise de parole de Lynda Khelil lors de la [conférence de presse](#) de la Coalition Québec URGENCE Palestine, appelant à une grande manifestation de solidarité avec le peuple palestinien et dénonçant la complicité du Canada dans les actes génocidaires commis par Israël dans la bande de Gaza, 20 mars 2024.

1.4 Ateliers de formation

- Atelier *Racisme systémique... parlons-en! Comment devenir un-e allié-e* pour l'équipe de La Marie Debout, par Martine Éloy, 9 mai 2023.
- Atelier sur les interpellations policières, aux intervenant-e-s de la Clinique Droits Devant et du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), par Jacinthe Poisson et Lynda Khelil, 24 mai 2023.
- Atelier *Capitalisme de surveillance* pour l'équipe du Conseil syndical et exécutif du Conseil centre de la CSN, par Martine Éloy, le 24 mai 2023.
- Atelier sur les réalités des femmes incarcérées et le système carcéral lors d'un *café actualités* organisé par le centre de femmes La Marie Debout, par Catherine Chesnay et Delphine Gauthier-Boiteau, 9 novembre 2023.
- Atelier *Racisme systémique... parlons-en!* dans le cadre de deux cours *Fondements de l'action collective et analyse des mouvements sociaux* de l'École de travail social de l'UQAM, par Martine Éloy, 16 et 21 novembre 2023.
- Atelier *Droit de manifester au Québec* dans le cadre du Congrès des jeunes 2023 d'Amnistie internationale Canada francophone, par Lynda Khelil et Jacinthe Poisson, 18 novembre 2023.
- Présentation sur le droit de manifester au Québec dans le cadre du cours *La Ville et les droits humains* du département de sciences juridiques de l'UQAM, par Jacinthe Poisson, 29 novembre 2023.

1.5 Webinaires, conférences, séminaires, tables rondes, événements

- Vernissage de l'exposition *Droits en mouvements* à l'Écomusée du fier monde et lancement de la revue *Droits en mouvement*, 29 mai 2023. Exposition à l'affiche du 29 mai au 3 septembre 2023
- [Parcours urbain](#) *Au cœur de nos droits : un siècle de luttes pour la défense des droits humains à Montréal*, en partenariat avec l'Autre Montréal. Un parcours en autobus et un parcours à pied animés par la LDL. Parcours toujours à l'affiche dans la programmation de l'Autre Montréal.
- Exposition itinérante *Droits en mouvements* :
 - Commission de droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ), décembre 2023
 - Collège André-Grasset, décembre 2023
 - Université du Québec à Montréal, février 2024
 - Faculté de droit de l'Université de Montréal, mars 2024
 - Collège Ahuntsic, semaine des sciences humaines, mars 2024
 - Université McGill, mars 2024
- [Conférence](#) enregistrée *Les droits humains, un projet de société* avec Delphine Gauthier-Boiteau, Mouloud Idir, Véronique Laflamme, Paul-Etienne Rainville, Alexis Wawanoloath, animée par Diane Lamoureux, 19 juin 2023.
- [Conférence](#) enregistrée *Déclarer les droits, pour quoi faire?* avec Pierre Bosset, Rachel Chagnon, Sipi Flamand, Lucie Lamarche, animée par Diane Lamoureux, 31 août 2023.
- Webinaire d'accueil pour les nouveaux et nouvelles membres et toute personne intéressée à le devenir, animé par Alexandra Pierre, Paul-Etienne Rainville, Laurence Guénette et Lynda Khelil, 5 octobre 2023.
- [Panel](#) virtuel *Droits des migrant-e-s : réalités et luttes actuelles* à l'occasion du Symposium 2023 de la Chaire sur la Démocratie, la citoyenneté mondiale et l'éducation transformative (DCMÉT) de l'UNESCO, animation et allocution de Laurence Guénette et porte-paroles de Solidarité sans frontières et du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants, 25 octobre 2023.
- *Retricoter le monde avec les droits humains*, [événement de commémoration](#) du 75^e anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* (DUDH), en mode hybride, en compagnie des conférenciers-

ères Michèle Rivet, Mireille Elchacar, Céleste Trianon et Christian Nadeau, de l'artiste Natasha Kanapé-Fontaine, ainsi que Alexandra Pierre et Laurence Guénette à l'animation, 10 décembre 2023.

- [Midi-Conférence](#) virtuel *Phénomènes d'exclusion en éducation*, dans le cadre du lancement de la revue *Droits et libertés Éducation et droits humains*, en compagnie des panélistes Christine Vézina, Pierre Doray et Laurence Simard-Gagnon, 27 février 2024.
- *Droits humains à l'affiche*, une série de projection organisée en partenariat avec l'Office national du film du Canada (ONF) et ayant lieu dans la salle Alanis-Obomsawin de l'ONF à Montréal. Sur un total de cinq soirées de projections accompagnées de panels et de discussion avec le public, deux séances ont pris place au cours de l'année 2023-2024, tandis que trois autres se tiendront en 2024-2025 :
- *Droits des femmes, un combat inachevé*, en compagnie de Camille Robert et Diane Lamoureux, animé par Paul-Etienne Rainville, 5 mars 2024.
- *Police et profilage, à quand la fin de l'impunité?* en compagnie de Thierry Casséus et Lynda Khelil, animé par Paul-Etienne Rainville, avec la collaboration de l'Observatoire des profilages, 27 mars 2024.